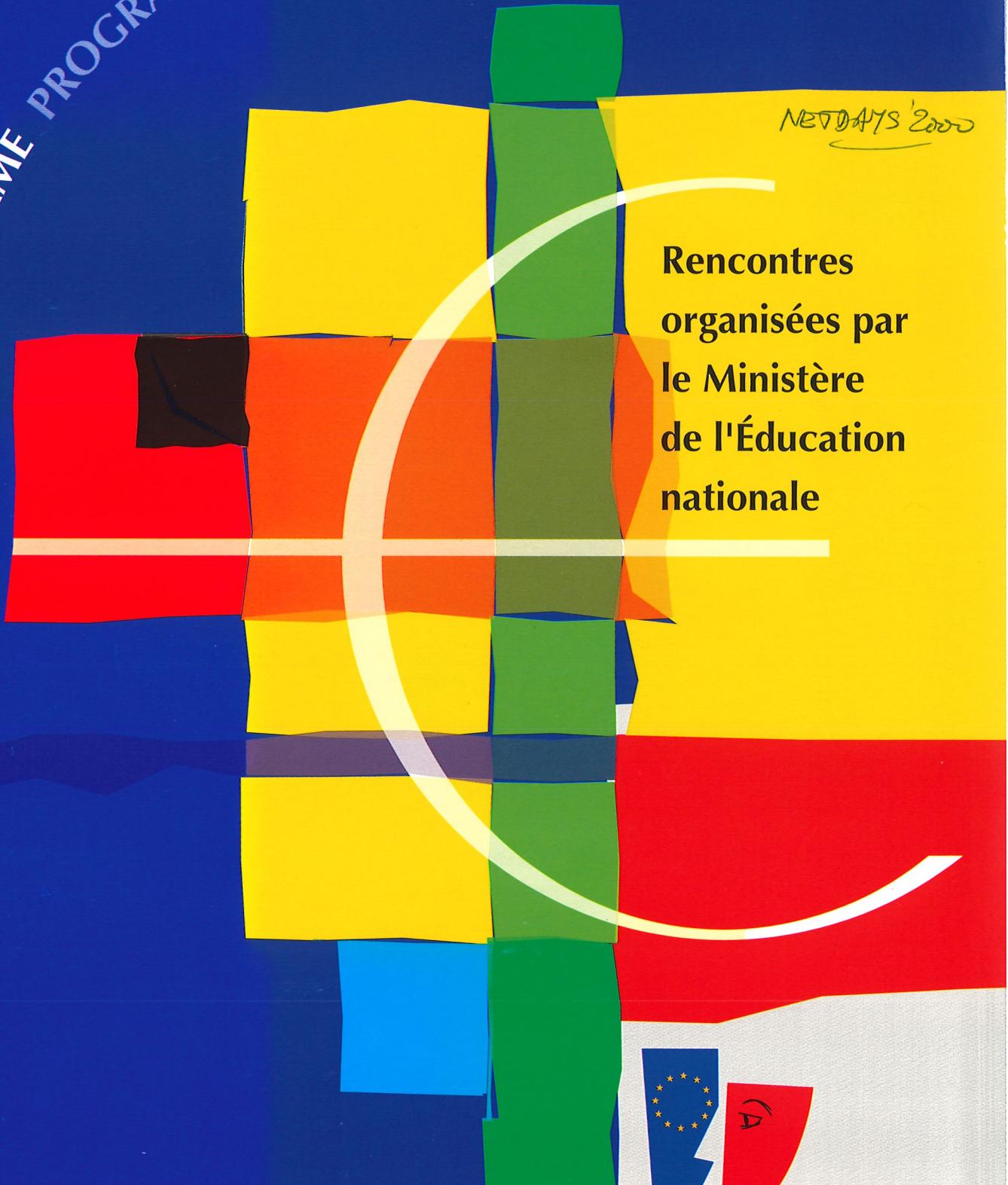


PROGRAMME PROGRAMME PROGRAMM



NETDAYS 2000

Rencontres
organisées par
le Ministère
de l'Éducation
nationale



Présidence française
de l'**Union Européenne**







© Pascale L. R.



Rencontres organisées par le Ministère de l'Éducation nationale

Français	5
English	29
Deutsch	53

SOMMAIRE

Pour un « vouloir vivre ensemble » européen

Jack Lang, Ministre de l'Éducation nationale

Jean-Luc Mélenchon, Ministre délégué à l'Enseignement professionnel

5

Programme de la Présidence française
de l'Union européenne dans le domaine de l'éducation.

Une priorité : la mobilité

9

Projet de plan d'action pour la mobilité

10

Les premières universités européennes d'été en France

12

Apprendre l'histoire de l'Europe Séminaire européen d'experts

14

Premières Assises des étudiants européens

20

Conférence des ministres en charge de l'Enseignement supérieur

Europe – Amérique latine – Caraïbe

22

Les entretiens de l'éducation e-Education

24

Pour un « vouloir. vivre ensemble » européen



PENDANT LEURS SIX MOIS DE PRÉSIDENCE DE L'UNION, nos amis portugais ont fortement et justement insisté sur « **la dimension européenne de l'Éducation** ». C'est une impulsion à laquelle nous nous devons tous de répondre au moment où l'Europe, par l'identité qu'elle se forge et par le projet de réforme de ses institutions, est en mesure de prendre une place de premier plan sur une scène mondiale où la connaissance et le savoir constituent, nous le savons, les principaux vecteurs de l'économie. Puissance éducative et universitaire, l'Europe possède les ressources d'intelligence capables de développer l'emploi et les marchés porteurs comme d'influer, en commun, sur l'avenir de nos sociétés. Sa relance repose sur nos écoliers, nos lycéens, nos étudiants, nos enseignants et nos chercheurs qui, pour reprendre la belle expression de Renan, sont habités d'un « vouloir vivre ensemble... européen ». Ils doivent trouver, dès le commencement de leurs études, de quoi nourrir ce nouveau sentiment d'appartenance : aussi bien dans les formations qui leur sont dispensées que par la multiplication des contacts, des échanges et des amitiés avec leurs homologues. Et c'est à nous, dirigeants politiques, de les aider à faire corps avec l'Europe.

Mais il convient de conjuguer cette première ambition avec une autre espérance, complémentaire : **donner une dimension éducative à l'Europe**. L'ensemble que formera l'Europe, en effet, est variable, métissé, divers. Il use déjà de onze langues officielles. Il témoigne de cultures et de patrimoines anciens qui, pour avoir connu des influences souvent réciproques, n'en ont pas moins gardé chacun une originalité propre qu'il serait désastreux de réduire. En ceci, l'Europe constitue un exemple unique au monde : qu'elle sache préserver et utiliser cette richesse culturelle, historique, linguistique, peut en faire un modèle, car l'expérience de sa construction sera celle du respect, de la tolérance, de l'égalité, de la reconnaissance. Qu'elle sache offrir à des zones du monde entier – et je pense particulièrement aux grands pays émergents - ses méthodes d'apprentissage de la citoyenneté, et elle donnera un sens alternatif à la globalisation, en véhiculant des valeurs profitables à la collectivité comme aux individus.

C'est ce double mouvement que nous essaierons d'assurer durablement, pendant les six mois de Présidence française de l'Union européenne.



© Pascale L. R.

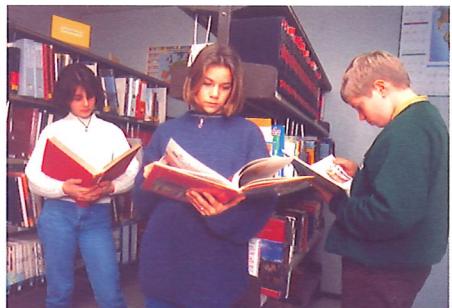
Élargir la dimension européenne de l'Éducation

Notre responsabilité, à nous qui voulons construire aujourd'hui cette Europe unie dans la diversité, c'est d'abord d'assurer les fondements psychologiques, intellectuels et sensibles de l'Europe politique. Il revient à chaque État membre d'instaurer sur son territoire non seulement un nouvel état d'esprit qui fasse de nos citoyens, dès leur plus jeune âge, des citoyens européens, mais aussi de déployer les moyens par lesquels cette identification peut se constituer. Pour répondre à l'envie d'Europe, nous continuerons à prôner les échanges, qu'ils soient individuels ou collectifs, et à favoriser massivement les métissages et les brassages d'idées, les rencontres dans les lycées et sur les campus.

© DR



© Pascale L. R.



Les programmes communautaires, regroupés dans *Socrates* ou *Leonardo*, ont ouvert la voie. Grâce à eux, près de 150 000 jeunes Européens effectuent chaque année tout ou partie de leur scolarité dans un autre pays européen que le leur. Ce n'est pas assez. Il s'agit maintenant de prendre les dispositions réglementaires, fiscales, juridiques, statutaires qui inciteront nos étudiants et nos professeurs à ces déplacements : les plus urgentes en sont la démocratisation du statut *Erasmus*, la rédaction d'une charte de partenariat Union/États membres/collectivités territoriales/universités, la mise en place d'une véritable politique tarifaire, dans les transports ferroviaires européens, en faveur des jeunes en mobilité.

Comme l'ont souhaité les chefs de Gouvernement assemblés à Lisbonne en mars 2000, c'est donc un véritable Plan d'Action pour la Mobilité que nous avons à élaborer ensemble avec madame Reding. Ce plan fera l'objet de la réunion des ministres de l'Éducation, le 30 septembre à Paris ; il sera porté par une résolution du Conseil des ministres du 9 novembre à Bruxelles ; il sera enfin adopté par le Conseil européen des chefs d'État et de Gouvernement, les 7 et 8 décembre à Nice.

Parallèlement, des travaux complémentaires seront menés dans d'autres enceintes : au Comité de l'Éducation, bien sûr – 3 et 4 juillet, 14 et 15 septembre, 4 et 5 octobre, 18 et 19 octobre à Bruxelles ; 4 et 5 décembre à Aix en Provence. Mais aussi à la Conférence des directeurs généraux de l'Enseignement supérieur, les 26 et 27 octobre à Paris. Et plus largement dans le cadre intergouvernemental, par le groupe de suivi des processus de la Sorbonne et de Bologne, le 9 octobre puis les 4 et 5 décembre à Paris également.

Sans attendre que les résultats de ces travaux soient mis en œuvre, il nous a semblé opportun de mobiliser la population des étudiants et des professeurs en ouvrant d'ores et déjà les multiples chantiers qui s'offrent à eux : l'utilisation des nouvelles technologies, le développement local, la mutualisation des savoir-faire en ingénierie culturelle, l'assimilation commune des patrimoines d'Europe... Seront donc lancées les premières Universités Européennes d'Été. Dès le mois de juillet, une dizaine d'établissements d'Enseignement supérieur de France rassembleront étudiants et professeurs venus de tous les horizons européens. Seront proposées principalement des activités didactiques et des thématiques mobilisatrices au retentissement culturel fort, permettant de développer une approche comparatiste et de mettre en évidence les traits communs et les singularités de nos différents pays par rapport au thème abordé. Cette initiative est destinée à s'étendre : l'été 2000 est un premier appel, une préfiguration. Je forme le voeu que, d'ici cinq ans, plus de 500 Universités européennes fleurissent chaque été dans toute l'Europe.

Cette initiative voudrait préparer notre jeunesse à vivre, par la connaissance et le savoir, une Europe affective, proche, fraternelle. Mais ne serait-il pas possible d'accélérer encore cette intégration des étudiants à la dimension européenne par la création d'une sorte de tribune à laquelle ils viendraient organiser ensemble leur propre représentation de l'avenir ? Qu'ils soient issus des filières professionnelles, technologiques, scientifiques, littéraires ou culturelles, les étudiants sont bien les premiers concernés, et c'est d'eux que naîtront l'impulsion citoyenne et le vouloir vivre européen. The National Unions of Students in Europe (ESIB), qui représente six millions d'étudiants, a déjà formulé la demande d'être plus étroitement associée à la construction d'un espace européen de l'enseignement supérieur. Si nos partenaires en sont d'accord, nous apporterons notre soutien collectif aux premières assises des étudiants européens et, avec la complicité du Conseil européen, de la Commission et du Parlement, accompagnerons la naissance d'un éventuel Parlement européen des Étudiants.

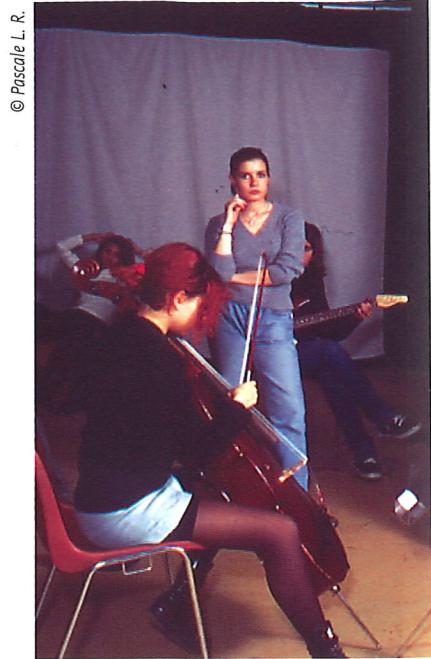
Utiliser la dimension éducative de l'Europe

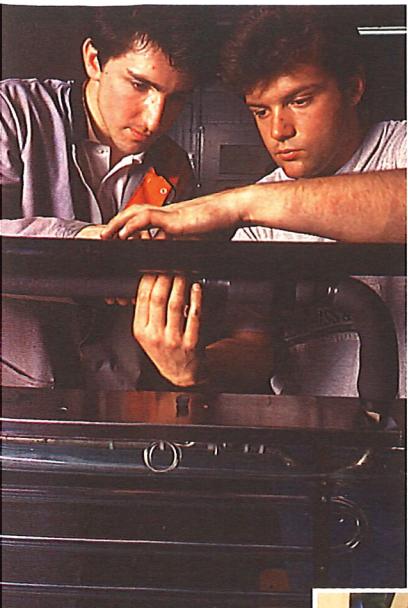
Les Européens s'unissent, et toute union se fonde sur une connaissance accrue, et respectueuse, de la culture et de l'histoire des autres. C'est pourquoi la Présidence française a décidé d'approfondir cette réflexion sur nos passés respectifs, et de profiter des « Rendez-vous de l'Histoire » qui se tiennent chaque année dans la ville de Blois pour organiser, les 13, 14 et 15 octobre, des séminaires d'historiens et de représentants des États membres sur le thème : apprendre l'histoire de l'Europe. Quelle approche privilégier, en effet, pour interpréter l'histoire européenne ? Histoire comparée ou histoire intégrée ? Comment articuler approches nationales et méthodes comparatives ? Autant de débats qui ont pour but de permettre à nos enseignants de construire des références culturelles partagées, à partir des regards croisés sur nos histoires nationales.

Est-il possible, cependant, de connaître véritablement quelqu'un en dehors de sa propre langue ? Le grand nombre de langues européennes ne doit pas constituer une barrière, mais un atout. Or trop rares sont encore les pays où le plurilinguisme est offert à tous. Encore plus rares sont les élèves qui bénéficient d'un enseignement des langues dès l'école primaire, alors que les linguistes ont démontré que c'est bien dans l'enfance que nous sommes le plus disposés à cette ouverture.

Tous ensemble, les quinze gouvernements, la Commission et les collectivités compétentes, nous devons favoriser cette assimilation des langues. Les programmes européens multiplient les échanges de classes, d'étudiants et d'enseignants ; les dispositifs de classes européennes, du type sections bilingues et sections européennes, se développent ; il faut maintenant étudier les modalités permettant d'inviter parmi les personnels enseignants de chacun des États membres les professeurs étrangers qui pourraient y exercer. C'est la mise en place d'un grand cadre européen qui introduira dans nos systèmes nationaux une éducation nouvelle capable de penser, par le véhicule de sa langue, la culture de l'autre.

Mais ce projet, qui suppose d'assurer d'abord la circulation des enseignants, nécessite d'autres moyens. L'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) doit désormais s'étendre à toutes les écoles. Si l'Europe relève les défis techniques de connexion et de mise en réseau, mais surtout les défis pédagogiques liés à la remise en cause des méthodes d'acquisition des connaissances et de leur transmission, elle peut devenir un pôle mondial de recherche et d'innovation. Prendre place dans la mondialisation, ce n'est pas seulement généraliser l'accès aux techniques qui la produisent : c'est aussi l'infléchir dans le sens des valeurs auxquelles





© Pascale L. R.



nous sommes attachés, par l'élaboration de méthodes et de contenus respectueux des différences et garantissant à tous une libre expression.

C'est pourquoi le Salon de l'Éducation de Paris, qui consacre entièrement sa deuxième édition à l'Europe et aux enjeux européens, s'ouvrira le 22 novembre par un colloque sur les bénéfices à retirer de « l'e-education ». Il réunira des ministres européens et des personnalités internationales afin de définir les nouvelles conditions d'apprentissage posées par les TIC : quelles modifications seront-elles apportées dans l'espace de la classe, dans l'emploi du temps, dans la répartition des matières, dans le rôle des enseignants et des manuels, dans la formation tout au long de la vie... ? Largement réceptif aux réalisations européennes les plus pertinentes en matière d'application pédagogique des TIC, le Salon donnera également aux représentants des États membres l'occasion de présenter les mesures prises dans le cadre de l'initiative « e-Europe » annoncée par monsieur Romano Prodi, Président de la Commission.

L'élaboration de nouvelles méthodes, de nouveaux contenus et de nouvelles diffusions du savoir ne s'arrête pas aux frontières de l'Europe. La facilitation des échanges mondiaux doit également resserrer les liens avec d'autres continents, particulièrement ceux pour lesquels une interaction avec nos démocraties européennes permettrait d'accroître l'égalité des chances et de créer les conditions du partage. Dans cette logique et dans le cadre de la déclaration et des priorités d'action adoptées lors du Sommet de Rio (juin 1992), la France organisera une Conférence des Ministres en charge de l'Enseignement supérieur qui réunira, les 2 et 3 novembre à Paris, les États membres de l'Union européenne et ses partenaires d'Amérique latine et de la Caraïbe.

Les quarante-huit Ministres auront à définir une stratégie générale pour la création d'un espace euro-latino-américain de l'enseignement supérieur et professionnel.

Trois programmes, déjà familiers en Europe mais qui ne font que naître en Amérique latine, seront traités. Ils concernent l'articulation entre l'enseignement supérieur et le monde professionnel, le développement des réseaux de recherche universitaire et l'enseignement à distance, que ce soit par radio, télévision, vidéoconférences ou interactivité sur Internet.

Nous savons tous que l'Europe est, pour nous, la chambre d'écho entre nos Nations et le monde. Ce que chacune d'elle est capable de réaliser, l'Europe l'amplifie, le démultiplie. C'est la raison pour laquelle ne doivent résonner que les harmonies les plus sûres. Cette harmonie, nous l'obtiendrons, à l'intérieur, par la connaissance de nous-mêmes et de nos complémentarités, en nous familiarisant avec nos talents respectifs, et sans en négliger aucun. A l'extérieur, elle devra entraîner d'autres ensembles, qui l'entraîneront à leur tour. Écouter, faire entendre, transmettre, propager, telles sont les tâches qui sont désormais les nôtres, afin que nos jeunes générations atteignent, par une réceptivité et une maîtrise accrues, un niveau de qualité qui leur apporte une vraie joie de vivre, faite de découvertes, de curiosité, d'invention et de fraternité.



Jack Lang

Ministre de l'Éducation nationale



Jean-Luc Mélenchon

Ministre délégué à l'Enseignement
professionnel

► Programme de la Présidence française de l'Union européenne dans le domaine de l'éducation.

UNE PRIORITÉ : LA MOBILITÉ

ÉVÉNEMENTS	CONSEIL ET COMITÉS DE L'ÉDUCATION	AUTRES RÉUNIONS
JUILLET		
Universités européennes d'été juillet – septembre	1 ^{er} comité de l'éducation, Bruxelles, 3 et 4 juillet (matin)	
SEPTEMBRE		
Réunion des ministres de l'éducation <i>sur le Plan d'action pour la mobilité</i> Paris, 30 septembre	2 ^e comité de l'éducation, Bruxelles, 14 (matin) et 15 septembre	
OCTOBRE		
Colloque <i>Apprendre l'histoire de l'Europe</i> Blois et Chambord, 13 et 14 octobre	3 ^e comité de l'éducation, Bruxelles, 4 (matin) et 5 octobre	Groupe de suivi du Processus de la Sorbonne et de Bologne, Paris, 9 octobre
Conférence des directeurs généraux de l'enseignement supérieur : <i>la mobilité</i> Paris, 26 et 27 octobre	4 ^e comité de l'éducation, Bruxelles, 18 (matin) et 19 octobre	Réunion des directeurs des agences SOCRATES Bordeaux, 12 et 13 octobre
Premières assises des étudiants européens Paris, Cité universitaire 27 au 29 octobre		
NOVEMBRE		
Réunion des ministres en charge de l'enseignement supérieur de l'UE, d'Amérique Latine et de la Caraïbe : <i>vers un espace universitaire euro-latino-américain</i> Paris, 2 et 3 novembre	Conseil des ministres de l'éducation Bruxelles, 9 novembre	
« e-éducation » : les entretiens de l'éducation le 22 novembre au Salon de l'éducation, Paris, 22 au 26 novembre		
DÉCEMBRE		
Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement : <i>plan d'action pour la mobilité</i> Nice, 7 et 8 décembre	5 ^e comité de l'éducation, Aix-en-Provence, 4 et 5 décembre	Groupe de contact du processus de la Sorbonne et de Bologne Paris, 4 et 5 décembre
		Séminaire sur la formation tout au long de la vie Secrétariat d'État à la formation professionnelle Bayonne, 4 et 5 décembre

mobilité

Projet de plan d'action pour la mobilité

Pour mémoire

● Une recommandation a pour rôle de définir les orientations de la coopération dans un champ précis. Elle traduit une convergence entre les trois institutions (Conseil, Parlement, Commission), mais n'implique pas de conséquence juridique ou financière, conformément au Traité d'Amsterdam, qui limite strictement les compétences de l'Union européenne en matière d'éducation et de formation. Elle constitue plutôt une incitation à l'adoption, par les États membres, de comportements ou de lignes de conduite.

● Le Comité de l'Éducation, comme le Groupe des affaires sociales, est un groupe de travail chargé par le COREPER (Comité des représentants permanents, c'est-à-dire les ambassadeurs auprès de l'Union européenne) de préparer les travaux du Conseil.

Chacune des quinze délégations des États est composée d'au moins deux membres, un représentant du ministre ou des ministres intéressés et un membre de la Représentation permanente. Le pays qui assure la Présidence de l'Union assume également la présidence du Comité; ce Président, l'actuel Délégué aux Relations internationales et à la Coopération du Ministère de l'Éducation nationale, est assisté, pour la tenue des réunions ou la résolution de problèmes juridiques ou de procédure, de fonctionnaires du Secrétariat général du Conseil.

La Commission participe également aux débats du Comité. Elle informe le Comité de ses initiatives et lui fait rapport sur la conduite des actions de coopération.

Au total le Comité est composé d'une cinquantaine de personnes qui se réunissent environ une fois par mois, voire plus selon l'importance et l'urgence des questions examinées.

La mobilité constitue une des priorités de l'Europe que nous construisons :

- ▶ elle contribue, pour toute personne en mobilité, à un sentiment d'appartenance à l'Europe, à l'acquisition d'une conscience européenne et à l'élaboration de la citoyenneté européenne;
- ▶ elle permet aux jeunes, en améliorant la qualité de leur formation, d'accroître leurs capacités d'accès à l'emploi et aux formateurs et aux chercheurs d'enrichir leurs expériences et de renforcer leur compétence;
- ▶ elle participe à la création d'un espace européen d'éducation et de formation contribuant à la puissance de l'Europe dans une économie mondialisée où l'intelligence et la créativité sont les premières des ressources.

Cette priorité a été proclamée au Conseil européen extraordinaire de Lisbonne dont les conclusions invitent le Conseil et la Commission à définir « *d'ici à la fin de l'an 2000 les moyens permettant d'encourager la mobilité des étudiants, des enseignants, des formateurs et des chercheurs par une utilisation optimale des programmes existants (Leonardo, Socrates, Jeunesse), par l'élimination des obstacles et par une transparence accrue dans la reconnaissance des qualifications et des périodes d'étude et de formation* » (paragraphe n° 26).

À cet égard, États membres et Commission sont déjà engagés dans un processus d'identification et de levée des obstacles à la mobilité des étudiants, des jeunes en formation, des enseignants et des formateurs qui conduira, à la fin de l'année, à l'adoption par le Parlement européen et le Conseil d'une recommandation dans ce domaine, étape importante du processus préparé par le Comité de l'éducation.



© Pascale L. R.

Sans plus attendre, il faut permettre à tous les États membres, avec l'aide de la Commission européenne, de mettre en œuvre cette recommandation, de se donner les moyens de dépasser ces obstacles et de développer de façon significative la mobilité.

Aussi la Présidence française, en plein accord avec la Commission, propose-t-elle aux États membres d'élaborer ensemble et d'adopter un « plan d'action », attestant de leur volonté forte d'encourager la mobilité afin de construire un espace européen de la connaissance et du savoir.

Pour réussir, ce Plan d'action, véritable « boîte à outils » à disposition de tous, énoncera des objectifs communs et des préconisations concrètes, assortis d'un calendrier de mise en œuvre sur plusieurs années. Il s'articule autour de quatre exigences :

- favoriser la mobilité par une meilleure préparation
- favoriser le financement de la mobilité
- accroître et améliorer les possibilités de mobilité
- valoriser les périodes de mobilité

Élaboré par les ministres de l'Éducation pendant leur réunion de travail du 30 septembre à Paris, il sera, à l'issue du **Conseil de l'Union européenne** (en l'occurrence, Conseil des ministres de l'Éducation) du 9 novembre, proposé pour adoption au **Conseil européen des chefs d'Etats et de gouvernement** qui se réunira à Nice les 7 et 8 décembre.

● **Le Conseil de l'Union européenne** est constitué par les ministres des États membres habilités à engager leur Gouvernement. Les membres du Conseil sont donc politiquement responsables devant leur Parlement national et devant l'opinion publique. Il est présidé par chaque État membre à tour de rôle pour une période de six mois, selon un ordre de rotation de la présidence préétabli. La Présidence organise les réunions, élabore des compromis et veille à la cohérence et à la continuité du processus de décision.

En pratique, les ministres se réunissent selon leur compétence dans un secteur précis. Ils élaborent les orientations générales et prennent les décisions portant sur les programmes de coopération (exemple : le Conseil de l'Éducation réunit les ministres chargés de l'Éducation, de l'Enseignement Supérieur et de la Formation professionnelle).

● **Le Conseil européen des chefs d'État et de Gouvernement** a été créé en 1974 et institutionnalisé par l'Acte unique européen en 1986. Il se réunit deux fois par an (juin et décembre) en Sommet européen, à l'invitation du pays qui achève ses six mois de présidence. Un Conseil exceptionnel peut être organisé chaque fois que cela s'avère nécessaire.

Les chefs d'État ou de Gouvernement sont assistés par les ministres des Affaires étrangères et un membre de la Commission européenne. Sont également présents le Secrétaire général du Conseil européen et le Secrétaire général de la Commission européenne.

Ensemble, les chefs d'État ou de Gouvernement définissent les priorités et le calendrier de la construction européenne : orientation et impulsion, concertation et conciliation, décision politique. Les décisions sont prises par consensus à l'issue de négociations entre les États membres, commencées bien avant le Sommet. À l'issue de chaque réunion, la Présidence publie les conclusions du Sommet européen. ■

Les premières universités européennes d'été en France

► JUILLET-SEPTEMBRE 2000

Les Universités européennes d'été procèdent d'un programme lancé par le Ministre de l'Éducation nationale au mois de mai 2000, dans le but de développer et de systématiser les formules d'écoles d'été un peu partout en Europe. Les sessions 2000 se déroulent, en France, entre juillet et septembre.



● Label : université européenne d'été
(été 2000)

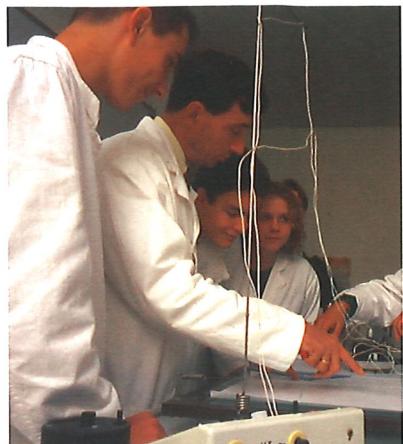
Réunissant des étudiants avancés en formation initiale ou continue ainsi que des enseignants chercheurs de plusieurs pays européens, elles proposent un cadre convivial de travail universitaire. Elles combinent des activités de formation, des animations culturelles et des activités de découverte du patrimoine sur douze sites répartis sur le territoire national. De vastes domaines d'enseignement et de recherche universitaires s'y trouvent représentés : les sciences de la vie, le droit, les lettres et sciences humaines, les sciences politiques, les technologies de l'information et de la communication, l'histoire, la sociologie, l'anthropologie et la psychologie.

En proposant des formes de mobilité plus flexibles, les Universités européennes d'été apportent un complément utile aux multiples dispositifs qui favorisent déjà la mobilité, sans se substituer à eux. Elles fournissent un cadre propice aux échanges et à l'enrichissement mutuel de manière plus informelle et plus ouverte.

L'édition 2000 des Universités européennes d'été présente le caractère d'une expérience appelée à être amplifiée dans les

années à venir, après évaluation. Mais elle revêt déjà une certaine ampleur puisqu'elle regroupe, dès l'été 2000, plus de 850 étudiants, dont 53% proviennent de différents pays européens, et mobilise plus de 165 enseignants qui viennent, pour un tiers, d'autres pays européens. Une centaine d'universités ou établissements d'enseignement supérieur des pays de l'Union européenne ou de pays en pré-adhésion se sont associés aux programmes organisés par les établissements français dans le cadre de cette initiative.

Après la tenue de ces douze premières sessions, un processus d'évaluation sera engagé à compter du mois d'octobre, au moyen d'une consultation des responsables des différentes sessions. Cette évaluation permettra de proposer les modalités de pérennisation et d'une extension de l'expérience. Si les enseignements recueillis sont concluants, ils pourront être repris au sein des propositions françaises pour un développement de la mobilité des étudiants et des enseignants en Europe.



© Priscille L. R.

Organisation

- Ministère de l'Éducation nationale
Délégation aux Relations internationales et à la Coopération
Direction de l'Enseignement supérieur
- Sites universitaires sélectionnés.

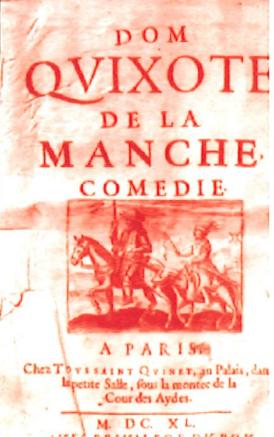
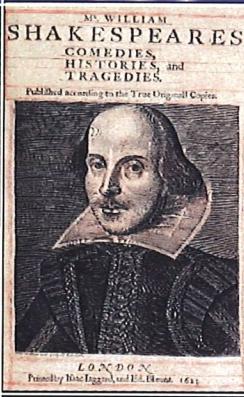
Contacts

Elie Cohen

Tél. : 01 55 55 61 03

Universités européennes d'été 2000

Établissements	Thématique	Dates
Université de la Méditerranée-Aix-Marseille I-UMR 6578	Anthropologie des populations alpines	30 juin au 7 juillet 2000
Bordeaux – IEP	Gouvernement local urbain : « nouveau défi pour la démocratie locale »	3 au 7 juillet 2000
Bordeaux II Université Victor Segalen	« Nutrition et santé publique »	17 au 27 août 2000
Clermont II – Université B. Pascal	Psychologie expérimentale et méthodologie de la recherche	9 au 22 juillet
Cluny – ENSAM	« L'Europe à la recherche de son identité »	17 au 21 juillet
Grenoble II – Université Pierre Mendès France	« L'émergence d'un nouvel ordre européen »	18 au 29 septembre
Lyon III – Université Jean Moulin	Droit des affaires et sciences politiques	7 au 26 août
Montpellier – Pôle européen	« De la recherche aux applications en biotechnologie »	2 ^e quinzaine de juillet
Nancy – Université de Nancy I	NTIC et filière bois	10 au 21 juillet
Paris-Université Paris IV	« l'Europe des Lumières »	8 au 13 juillet
Saint-Etienne – Université Jean Monnet	« Travail social et développement local en Europe »	3 au 5 juillet
Strasbourg IEP	Découverte des Institutions européennes	27 juin au 7 juillet



Apprendre l'histoire de Séminaire l'Europe européen d'experts

CHÂTEAU DE BLOIS

► 13-14 OCTOBRE 2000

Al'occasion des « Rendez-vous de l'Histoire » organisés chaque année par la Ville de Blois, un séminaire européen réunira des historiens et des responsables de l'Éducation sur le thème « Apprendre l'Histoire de l'Europe ». L'ambition en est de réfléchir aux moyens de développer, chez les jeunes Européens, la conscience d'une histoire partagée et qu'il faut donc transmettre, enseigner et apprendre.

Il s'agira d'examiner, en tenant compte des spécificités nationales des systèmes éducatifs, les points sur lesquels les responsables de l'Éducation des États membres pourraient aujourd'hui s'accorder afin d'approfondir le sentiment d'appartenance à une culture dont les diversités ne font qu'enrichir le caractère commun : méthodes d'investigation, référentiels, types d'apprentissage.

Il conviendra donc de répertorier les convergences déjà acquises, et de formuler les passages obligés auxquels les différents types d'apprentissage de l'Histoire de l'Europe, dans les établissements scolaires des États membres, pourraient désormais faire référence, à leur gré et à leur rythme, mais dans un engagement de reciprocité et d'union.

Le domaine envisagé est celui de l'enseignement secondaire dans les dispositifs d'Enseignement des États membres actuels. Toutefois, les propositions élaborées par des États aujourd'hui candidats à l'entrée dans l'Union européenne sont intégrées à la réflexion.

Les principales conclusions de cette Rencontre pourraient être présentées pour adoption par la Présidence française à l'ensemble des Ministres européens de l'Éducation qui se réuniront à Bruxelles le 9 novembre.



Château de Blois

© O.T. Loir-et-Cher

Contacts

Simonne Dumont

DRIC

Tél. : 01 55 55 66 16
01 55 55 68 32

e-mail :

simonne.dumont@education.gouv.fr

Apprendre l'histoire de l'Europe

Séminaire européen d'experts

PROGRAMME

CONSEILLER SCIENTIFIQUE ET MODÉRATEUR DES DÉBATS :

JEAN-PIERRE RIOUX

Inspecteur général de l'Éducation nationale

PREMIÈRE SÉANCE

Vendredi 13 octobre, 9 heures – 13 heures.

OUVERTURE

Thierry SIMON

Délégué aux Relations internationales et à la Coopération
Ministère de l'Éducation nationale

À LA RECHERCHE D'UNE HISTOIRE DE L'EUROPE

Histoire comparée, histoire intégrée, histoire « européenne » ou plus simplement histoire de l'Europe ? Histoire d'entités ou histoire d'un système de relations ? Histoire d'un espace européen ou d'une « vocation » européenne ? Histoire des peuples ou histoire d'un projet politique et culturel qui a promu et dénié des valeurs ? Et que privilégier : l'histoire des sciences et des techniques, l'histoire culturelle, l'histoire politique, l'histoire sociale, l'histoire démographique, l'histoire religieuse, l'histoire de la construction européenne ?

Cette séance, centrée sur la production des savoirs, fera le point sur les questions de la définition scientifique d'une histoire de l'Europe et de l'articulation entre histoire savante et histoire enseignée. Avec, en arrière-plan, l'interrogation majeure qui devrait être le fil conducteur du séminaire : peut-on faire, enseigner, et donc faire apprendre avec rigueur, une histoire comparée des représentations historiques de l'Europe, une histoire commune du Même et de l'Autre, sans mythifier ni déposséder ?

Sous la Présidence de **John HORNE**

Professeur au département d'histoire moderne
Trinity College/Université de Dublin

INTERVENTIONS :

La voie romaine d'une histoire de l'Europe

Rémi BRAGUE

Professeur à l'Université Panthéon Sorbonne – Paris I

Histoire de l'Europe histoire des nations

Guy HERMET

Fondation nationale des Sciences politiques

L'Histoire de l'Europe : une histoire du temps présent et une histoire problème

Robert FRANK

Directeur de l'Institut Pierre Renouvin

DEUXIÈME SÉANCE

Vendredi 13 octobre, 15 heures – 17 heures.

ÉDUCATION, HISTOIRE ET IDENTITÉ DE L'EUROPE

Des personnalités politiques européennes exposent leurs convictions et leurs actions, réagissent aux thèmes mis en question au cours du séminaire, dialoguent avec les participants et débattent tout particulièrement des liens entre éducation, histoire et identité de l'Europe.

TABLE RONDE

animée par **Anne - Line ROCCATI**

Le Monde de l'Éducation

AVEC LA PARTICIPATION DE :

Viviane REDING, Commissaire européen

Manuel Maria CARRILHO, ancien Ministre de l'Éducation (Portugal)

Oskar LAFONTAINE, ancien Ministre de l'Économie (Allemagne)

Jack LANG, Ministre de l'Éducation nationale (France)

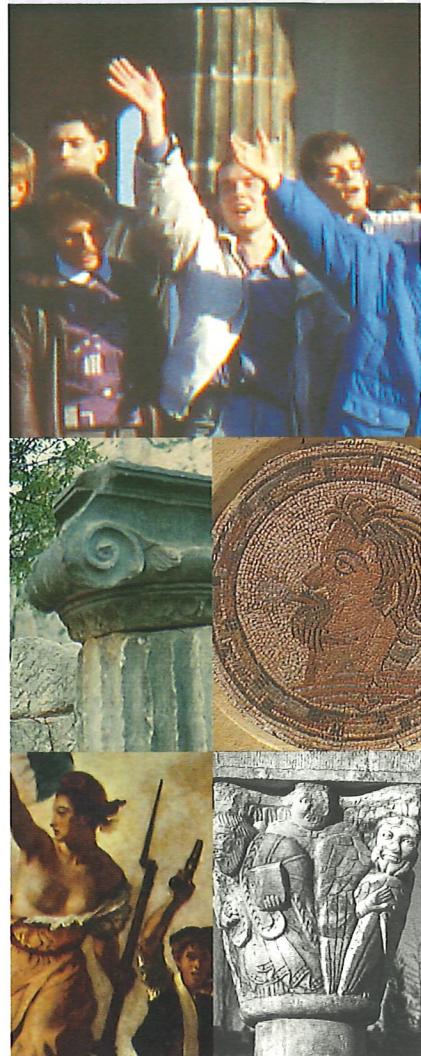
Jacques ATTALI, écrivain, Président de Planète-Finance (France)



Jardin à la française



Assemblée nationale (France)



© Sipa Image

Archives Le Saule © DR

Mur de Berlin, 1989
Colonne grecque
Mosaïque romaine
Delacroix, tableau
Art Moyen Âge

Apprendre l'histoire de l'Europe

Séminaire européen d'experts

TROISIÈME SÉANCE

► Samedi 14 octobre 9 heures – 12 h 30

L'HISTOIRE DE L'EUROPE DANS LES ENSEIGNEMENTS D'HISTOIRE

Cette séance a pour objectif de faire avancer la réflexion sur les choix pédagogiques qui favorisent l'apprentissage d'une histoire de l'Europe.

Elle abordera la question du sens des proportions dans le traitement des programmes et la conduite de la classe (histoire nationale, histoire de l'Europe, histoire mondiale); celle des choix événementiels, chronologiques et thématiques; celle des choix didactiques (place du document, sens du récit, rôle de l'argumentation).

Autres questions à discuter : la part de la mémoire (et d'abord des lieux de mémoire et des musées) dans les apprentissages de l'histoire de l'Europe peut-elle servir d'idée directrice ou fédératrice ? Faut-il prévoir des enseignements particuliers d'une histoire de l'Europe ? Et quelle place faut-il réservé aux actuels enseignements internationaux bilingues ou européens dans la promotion d'une linguistique ? Sera également posée, la question des manuels, qu'ils soient « européens » ou « d'histoire de l'Europe ».

Sous la Présidence de **Luisa PASSERINI**
Professeur à l'Institut européen de Florence

INTERVENTIONS :

Comment enseigner l'histoire de l'Europe

Dominique BORNE

Inspecteur général de l'Éducation nationale

Les vertus du bilatéral : l'exemple franco-allemand

Etienne FRANCOIS

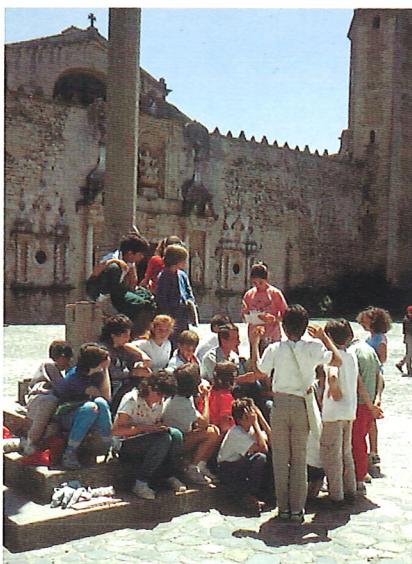
Université technique de Berlin

Le rôle des musées d'histoire

Elie BARNAVI

Directeur du Comité scientifique du Musée de l'Europe

© Pascale L. R.



QUATRIÈME SÉANCE

► **Samedi 14 octobre, 14 h 30 – 18 heures**

DE L'HISTOIRE DE L'EUROPE À UNE CITOYENNETÉ EUROPÉENNE

Cette dernière séance aborde la question qui est en passe de faire sensiblement évoluer les termes du débat et de la réflexion : celle des ambitions, civiques ou citoyennes, d'une histoire de l'Europe enseignée.

Quelles potentialités civiques de celle-ci, indispensable à une éducation civique, nationale et européenne à la fois et qui souhaite relier les espaces et les échelles de la citoyenneté, faut-il mettre à jour ?

L'apport des nouvelles technologies pourra être évoqué, en renfort à cette interrogation finale sur une citoyenneté européenne lestée d'histoire.

Sous la Présidence de **Rudolf von THADDEN**
Coordinateur pour la coopération franco-allemande

INTERVENTIONS :

Apprentissage de l'histoire et citoyenneté européenne
Dominique SCHNAPPER

École des Hautes Études en Sciences Sociales

Une histoire européenne pluri-disciplinaire et pluri-citoyenne
Michel DUMOULIN

Président de l'Institut d'Études européennes de Louvain

CLÔTURE DU SÉMINAIRE

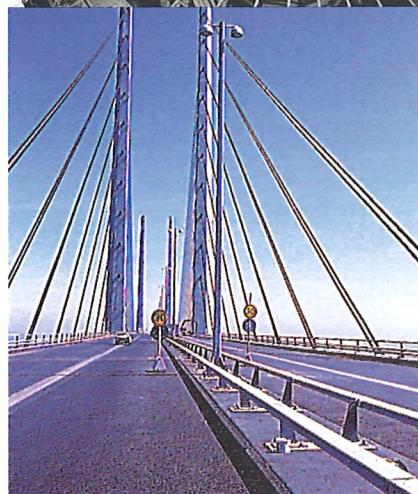
Jean-Pierre RIOUX



La guerre vue par les enfants de Sarajevo, 1993



© Pascale L. R.



© Pascale L. R.

Coupoles du Reichstag
(architecte Norman Foster)
Pont Öresund
Horse Guards



© DR

L'ESIB (The national unions of students in Europe)

L'ESIB est l'association qui fédère les syndicats étudiants en Europe. Créeé en 1982, en réponse à l'intégration économique croissante en Europe, afin de défendre les droits sociaux, culturels et pédagogiques des étudiants, cette structure rassemble aujourd'hui quarante et une organisations nationales représentatives de trente-deux pays européens, soit près de dix millions d'étudiants. L'UNEF-ID¹ et la FAGE² en sont les membres français.

Les membres de l'ESIB doivent répondre à de stricts critères de représentativité nationale, de fonctionnement démocratique et d'indépendance.

L'ESIB est le centre de coopération entre organisations étudiantes des différents États : elle élabore des positions communes sur tous les sujets concernant l'Enseignement supérieur en Europe.

Premières Assises des étudiants européens

PARIS — CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE

► Du 27 au 29 octobre 2000

Les politiques de l'enseignement supérieur ont désormais intégré une dimension européenne. Le développement des programmes de mobilité étudiante comme *Erasmus*, *Socrates* et *Leonardo*, le processus de convergence des cursus universitaires enclenché par les conférences de la Sorbonne et de Bologne, montrent que la création d'un espace européen, en ce domaine, ouvre une perspective d'avenir essentielle.

Les systèmes d'enseignement supérieur en Europe sont donc de plus en plus interdépendants. C'est pourquoi l'ESIB (The national unions of students in Europe), qui fédère les syndicats étudiants de trente-deux pays européens, souhaite pouvoir s'exprimer pleinement sur ces évolutions, alors même qu'elles entraînent des bouleversements du statut social étudiant, des structures éducatives, de la finalité même de l'Éducation.

Il a paru important à la Présidence française de l'Union européenne de se mettre à l'écoute, en effet, des réflexions menées par ceux, étudiants et futurs enseignants ou chercheurs, qui sont hautement concernés par cet élargissement du paysage universitaire. Elle a donc accepté leur proposition de se réunir, pour la première fois, afin d'examiner les problèmes qui se posent, de faire valoir leur point de vue et de porter à la connaissance de l'Union européenne les résultats de leurs travaux.

1. Union nationale des étudiants de France – indépendante et démocratique.

2. Fédération des associations générales d'étudiants.



Les Premières Assises des étudiants européens, auxquelles l'ESIB convie, selon les critères stricts de représentativité et de fonctionnement démocratique qui sont les siens, trois cents délégués des organisations étudiantes de plus de trente pays d'Europe, se tiendront à la Cité Internationale universitaire - le territoire que Paris, depuis de nombreuses années, consacre à l'accueil des populations étudiantes étrangères et amies.

Au cours de ces Assises, les étudiants envisagent de regrouper leurs propositions dans un Manifeste qu'ils remettront à la Présidence française. Elles pourraient également être l'occasion de réfléchir aux moyens de pérenniser la participation des étudiants au niveau européen : elles deviendraient alors la réunion fondatrice d'une instance consultative des organisations étudiantes représentatives en Europe qui, prise en considération par les responsables de l'Union, serait susceptible de donner une nouvelle impulsion à la construction communautaire en associant aux résolutions ceux qui seront des acteurs décisifs d'une Europe du savoir et de la connaissance.

Le Premier Ministre Lionel Jospin et le Ministre de l'Éducation nationale ont été invités à débattre avec les délégations étudiantes. Bien entendu, ils répondront à cette invitation.

Contacts

- **Rémi Bourdu**

e-mail : esibchair@yahoo.com

Conférence des ministres en charge de l'Enseignement supérieur

Europe – Amérique latine – Caraïbe

Pour mémoire

Extrait de la Déclaration de Rio (Sommet Europe - Amérique latine - Caraïbe, juin 1999)

Article 41 :

« Dans les domaines culturel, éducationnel, scientifique, technologique, social et humain :

Apporter un soutien ferme à la coopération entre les deux régions dans le secteur universitaire, afin d'accroître l'aide aux étudiants et aux chercheurs à tous les niveaux et étendre ces bénéfices aux études de troisième cycle en sciences et en technologie, industrie et commerce, la mobilité des professeurs universitaires et des étudiants ainsi que les processus d'habilitation des programmes et de revalidation des diplômes. Nous avons déjà une remarquable expérience en matière de coopération dans le secteur universitaire, en particulier la "America Latina Formacion Academica" (ALFA). Les deux régions ont accordé de nombreuses bourses à des étudiants et à des chercheurs à tous les niveaux. Ces projets pourront se poursuivre dans l'avenir. »

CENTRE DE CONFÉRENCES INTERNATIONALES

► PARIS, 2 ET 3 NOVEMBRE 2000

La tenue de cette Conférence, organisée en collaboration avec l'Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine (IHEAL), est la conséquence directe des engagements en matière de coopération scientifique et universitaire pris à Rio de Janeiro en juin 1999, lors du Sommet Europe-Amérique latine-Caraïbe. Les priorités d'action adoptées à cette occasion ont souligné l'importance capitale de la culture, de la recherche et de l'éducation pour construire un partenariat global entre les deux continents et, surtout, pour assurer le progrès et l'égalité sociale dans le respect de la diversité, notamment culturelle.

Les travaux débuteront le 2 novembre par une réunion d'experts des pays participants qui finaliseront la rencontre ministérielle du lendemain. Elle permettra d'identifier les grands axes d'une stratégie générale visant, dans le contexte de la mondialisation, à accroître l'égal accès des étudiants au savoir ainsi que leur mobilité, et à assurer la formation professionnelle la plus adaptée.

Les principaux objectifs de la Conférence consistent à promouvoir et renforcer la coopération Europe/Amérique latine-Caraïbe ; à mieux articuler l'enseignement supérieur et le monde professionnel ; à mieux utiliser les technologies et les instruments nouveaux tels que l'enseignement à distance ; à développer les réseaux de recherche universitaire ; à améliorer la connaissance mutuelle des sociétés et des institutions.

A l'issue des travaux, sera signée une déclaration commune entérinant les décisions prises et prévoyant les structures nécessaires à leur réalisation.



Bibliothèque de l'Université (Mexico)

LES DEUX SÉANCES DE TRAVAIL DE LA PREMIÈRE JOURNÉE SONT DISTRIBUÉES EN ATELIERS AUTOUR DES THÈMES SUIVANTS :

I — PARTAGER LES SAVOIRS

Les réseaux de formation et de recherche universitaire
Nature et effet des transferts de technologie

II — ETUDIER MUTUELLEMENT

Convergence des diplômes
Evaluation et évolution des programmes de bourses
Nouvelles thématiques de recherches communes (société de l'information, croissance compétitive et environnement, développement durable et urbanisation, héritage culturel, intégration régionale)

III — PARTAGER LES EXPÉRIENCES

Articulation entre monde professionnel, monde universitaire et monde scientifique
L'enseignement à distance et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement

IV — S'ETUDIER MUTUELLEMENT

Etudier l'Europe en Amérique latine
Etudier l'Amérique latine en Europe

Participants

Conseil de l'Union européenne, Commission européenne, Allemagne, Antigua et Barbuda, Argentine, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa-Rica, Cuba, Danemark, Dominique, Equateur, Espagne, Finlande, France, Grèce, Grenade, Guatemala,

Guyane, Haïti, Honduras, Irlande, Italie, Jamaïque, Luxembourg, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République Dominicaine, Royaume-Uni, Salvador, Saint Christophe et Nieves, Sainte Lucie, Saint Vincent et les Grenadines, Suède, Surinam, Trinité et Tobago, Uruguay, Venezuela.

Pour mémoire

IHEAL

L'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine (IHEAL) a été créé en 1954 et dépend de l'Académie de Paris. Il s'agissait au départ de montrer l'importance et la fécondité de la pluri-disciplinarité à partir du travail sur une aire culturelle : le premier groupe de disciplines traitées (géographie, anthropologie et histoire) s'est progressivement étendu à la sociologie, l'économie, aux sciences politiques et au droit.

LiHEAL remplit une fonction académique importante grâce aux recherches, aux cours, et au fonds documentaire qui s'y est développé. Il a été conçu comme un point d'appui pour la coopération universitaire entre l'Europe et l'Amérique latine. C'est pourquoi cet Institut a été choisi par le Ministère de l'Éducation nationale français pour organiser la Conférence des Ministres de l'Enseignement supérieur des deux régions. ■

Pour mémoire

Le programme e-Europe

Lors du **Conseil européen de Lisbonne**, les 23 et 24 mars 2000, les Chefs d'État et de Gouvernement constatant que « *l'Union européenne se trouve face à un formidable bouleversement induit par la mondialisation et par les défis inhérents à une nouvelle économie fondée sur la connaissance* », ont fixé à l'Union un **objectif stratégique majeur** : « *devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale* ».

Le premier et le plus urgent de ces objectifs est d'exploiter dès que possible les opportunités offertes par la nouvelle économie, dont, en particulier, Internet. Pour ce faire, les Chefs d'État et de Gouvernement ont invité le Conseil et la Commission à mettre sur pied « ...un plan global d'action e-Europe (...) en appliquant une méthode ouverte de coordination fondée sur l'évaluation des performances des initiatives nationales et en s'appuyant sur l'initiative e-Europe récemment présentée par la Commission et sur sa communication « Stratégies pour l'emploi dans la Société de l'Information ».

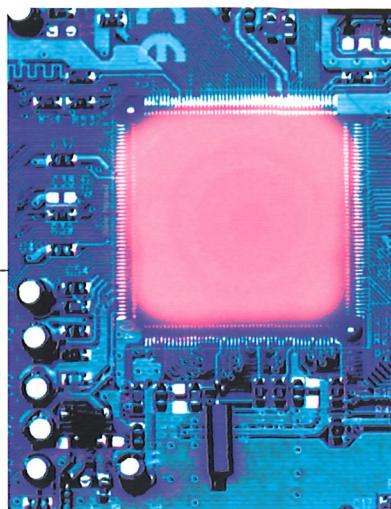
Le plan global d'action e-Europe, développé dans cet esprit, articule ensemble un nombre de domaines d'**actions stratégiques** et définit pour chacun d'eux les défis et des propositions de solutions. Deux de ces domaines d'action, « *faire entrer la jeunesse européenne dans l'ère numérique* » et « *un accès Internet rapide pour les chercheurs et les étudiants* » concernent plus spécifiquement l'éducation; trois autres sont étroitement associés à la formation professionnelle et à la formation tout au long de la vie.

Mettre le **potentiel d'innovation** des nouvelles technologies au service des exigences et de la qualité de la formation tout au long de la vie, de l'évolution des pratiques pédagogiques, représente un enjeu majeur. Un nouvel environnement d'apprentissage peut être créé, favorisant l'autonomie, la flexibilité, le décloisonnement des disciplines, la mise en relation des centres de culture et de savoirs et facilitant l'accès de tous les citoyens aux ressources de la société de la connaissance. Pour l'Europe elle-même, il s'agit d'une **opportunité historique** : les citoyens d'Europe pourront développer la connaissance mutuelle de leurs cultures, de leurs langues, de leurs patrimoines, de leurs créations, initier de nouvelles formes de coopérations en matière d'éducation et de culture, donnant ainsi une densité plus forte à l'espace culturel et éducatif qu'ils ont en commun.

Les entretiens de l'éducation *e-Education*

PARIS, SALON DE L'ÉDUCATION

► 22 NOVEMBRE 2000



Archives Le Soule

Carte mère d'un ordinateur (vue d'artiste)

La diffusion des technologies d'information et de communication dans les établissements scolaires et universitaires représente un défi et une chance pour l'Éducation, un enjeu pour la Recherche.

Un défi, car l'école et l'université se voient contraintes d'adapter, mais sans les renier, leurs missions traditionnelles aux enjeux de la société de l'information qui s'annonce ; une chance, car les technologies procurent dès aujourd'hui à l'éducation les moyens de s'affranchir des contraintes de temps et d'espace, et d'inventer les outils et les méthodes d'une pédagogie plus efficace, qui convient mieux aux jeunes d'aujourd'hui.

Un enjeu, car de nouvelles pistes de recherche sont ouvertes, aussi bien dans les secteurs technologiques qu'en sciences humaines, pour inventer les outils du savoir de demain. Offrir à tous l'accès à ces nouveaux médias est une priorité de l'action publique qui s'inscrit dans une démarche européenne.

Aussi les pays membres de l'Union Européenne ont choisi de travailler ensemble pour harmoniser leurs politiques dans le domaine des technologies éducatives, partager leurs expériences et exploiter les nouveaux outils de communication afin de favoriser les échanges interculturels entre les élèves, les enseignants, les chercheurs. L'initiative **e-Learning** marque la volonté de la Commission européenne de soutenir et de donner de l'ampleur à cette ambition commune.

Le colloque et l'exposition **e-Education** que les ministères de l'Éducation et de la Recherche organisent ensemble dans le cadre de la Présidence française de l'Union européenne permettront de présenter les expériences les plus significatives menées dans ce secteur dans tous les pays de l'Union et de donner la parole à des personnalités venues d'horizons culturels et disciplinaires divers.

Organisation

- Ministère de l'Éducation nationale
- Ministère de la Recherche

Contacts

- **Gilles Braun**
 - **Chantal Manès**
- Télécopie : 01 55 55 88 67
e-mail : chantal.manes@education.gouv.fr

Les entretiens de l'éducation e-Education

L'initiative e-Learning

L'initiative e-Learning a été élaborée dans ce contexte. e-Learning ne vise pas à créer des processus nouveaux ou parallèles, pas plus qu'elle ne vient doubler d'autres initiatives. **e-Learning fédère** les différents composants concernant l'éducation et la formation des actions de **e-Europe**, ainsi que des lignes directrices dans le domaine de l'emploi telles que définies dans le **processus de Luxembourg** et dans d'autres actions communautaires comme par exemple, la recherche, de manière à garantir une **cohérence** d'ensemble et de l'**efficacité** dans la communication vis-à-vis du **monde de l'éducation**. Enfin, e-Learning constituera un élément important dans la **réflexion générale** préconisée par le Conseil européen au sujet de l'intégration réussie des nouvelles technologies de l'information dans les domaines de l'éducation et de la formation.

La réalisation du nouvel objectif stratégique fixé à l'Union par le Conseil européen de Lisbonne « *combinant compétitivité et cohésion sociale* » nécessite donc la mise en œuvre d'une **stratégie globale** au sein de laquelle un rôle majeur est dévolu aux **communautés éducatives et culturelles**, notamment au sein de l'Agenda Social Européen qui devrait être adopté lors du Conseil européen de Nice en décembre 2000. Il s'agira d'offrir d'une part les garanties d'accès aux technologies de l'information et de la communication pour tous ceux qui se forment et d'autre part la formation aux usages de ces technologies, notamment « pour apprendre », en outre d'assurer la disponibilité de services et de produits multimédia européens de qualité et enfin d'inciter tous les acteurs à se mobiliser pour la réalisation de ces objectifs.

Ces constats requièrent une mobilisation urgente à tous les niveaux dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la recherche, et une meilleure articulation entre les politiques éducatives et de formation et les politiques de recherche.

PROGRAMME



Paris, 22 novembre 2000

Matinée

CONFÉRENCE INTRODUCTIVE :

Michel SERRES, de l'Académie Française

PREMIÈRE TABLE RONDE :

animée par **Patricia CHARNELET**, journaliste

MUTATIONS TECHNOLOGIQUES ET RÉVOLUTION DES USAGES : QUELS BÉNÉFICES POUR L'ÉDUCATION ?

L'entrée de nos pays dans la société de l'information et de la connaissance exige que l'accès aux technologies de l'information et de la communication soit garanti pour tous ceux qui se forment. Pour cela, la volonté politique et les efforts financiers sont nécessaires mais ils ne suffisent pas. L'introduction de nouveaux équipements réclame et entraîne d'autres méthodes pédagogiques, plus actives, plus collaboratives et plus ouvertes sur le monde. L'école doit-elle, dans un futur immédiat, compter sur sa propre capacité d'innovation ou, au contraire, sur des apports extérieurs issus de l'évolution technologique et de la recherche scientifique ? Jusqu'à quel point la relation d'enseignement peut-elle être affectée par les ruptures technologiques ?

COMMUNICATIONS :

Antonio DIAS DE FIGUEREIDO, professeur d'informatique à l'Université de Coimbra, président de Prométeus, organisme chargé de promotion de l'accès au Multimedia pour l'éducation et la formation, Portugal

À quelles attentes de l'éducation le progrès technologique peut-il répondre ?

Diana LAURILLARD, Vice-Chancelier de l'Open University, chargée des technologies éducatives, Royaume Uni :

Repenser l'enseignement supérieur à l'ère des réseaux.

Dan SPERBER, anthropologue, Directeur de Recherche au CNRS, France :

Les technologies de l'information comme technologies cognitives et sociales.

Stella VOSNIADOU, directrice du Département de psychologie cognitive de l'université d'Athènes, Grèce.

Qu'apporte aux praticiens la recherche dans le domaine des technologies éducatives ?

INTERVENTION DE

Roger-Gérard SCHWARTZENBERG, Ministre de la Recherche



Après-midi

INTERVENTIONS DE

Viviane REDING, Commissaire européen chargée de l'Éducation et de la Culture.

Jack LANG, Ministre de l'Éducation nationale.

DEUXIÈME TABLE RONDE :

animée par **Patricia CHARNELET**, journaliste

LA PLACE DU SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION DANS LE CYBERESPACE

Dans la turbulence des mutations qui s'annoncent, l'institution éducative se trouve en position instable. Les sensibilités varient au sein de l'Union européenne : l'attachement à l'institution, au service public, la confiance dans les forces du marché ou dans l'initiative individuelle, diffèrent. La convergence technologique devra-t-elle et saura-t-elle respecter les identités culturelles, les traditions éducatives, les contextes et l'histoire de chacune des régions d'Europe ? Quelles frontières se dessinent entre public et privé dans le monde virtuel de la formation ?

COMMUNICATIONS :

Monica RIDRUEJO, députée au Parlement européen, Espagne.

Quelle politique européenne en matière de e-Education ?

Ylva JOHANSON, ancienne ministre de l'Éducation, Administratrice de @Veta, organisme chargé de développer le Multimedia dans l'éducation, Suède.

Le service public face à l'e-Education.

Roger CHARTIER, historien du livre et de la culture écrite, Directeur d'Études à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales, France.

La culture écrite à l'heure de la communication numérique des connaissances.

Françoise PAROT, maître de conférence d'Histoire de la Psychologie, Paris V, France.

Institution de la transmission du savoir et nouvelles techniques de diffusion

Reimund SCHEUERMANN, Directeur général adjoint, Ministère de l'Éducation et des Sciences, Allemagne.

Politiques régionales, politiques nationales : quels partages de responsabilités ?

ENTRETIENS ENREGISTRÉS :

Jean-Louis GASSÉE, industriel, Président de Be, USA.

Videos : « Les TIC en classe », reportages réalisés par le réseau CNDP.

Quatre lignes d'action principales

L'initiative e-Learning proposée par la Commission pour la réalisation des objectifs fixés par le Conseil européen de Lisbonne vise à mobiliser les communautés éducatives et de formation ainsi que les acteurs économiques, sociaux et culturels pour permettre à l'Europe de rattraper son retard et d'accélérer la mise en place de la société de la connaissance.

e-Learning favorisera le renforcement du partenariat entre les secteurs publics et privés, entre les acteurs de l'éducation, de la formation et de la culture et ceux de l'industrie du contenu. Une attention particulière sera par ailleurs accordée à la coopération avec les acteurs économiques et sociaux, et notamment les partenaires sociaux, dans la mise en œuvre des quatre lignes d'action.

L'initiative e-Learning repose sur quatre axes principaux :

Un effort d'équipement

Un effort de formation à tous les niveaux

Le développement de services et de contenus multimédias de qualité

Le développement de centres d'acquisition des connaissances et leur mise en réseau

La mise en œuvre d'e-Learning se fera conformément à la méthode préconisée par le Conseil européen de Lisbonne, méthode ouverte de coordination, conforme au principe de subsidiarité, permettant de diffuser les meilleures pratiques et d'assurer une plus grande convergence au regard des objectifs retenus. Cette méthode engage les États membres, le Conseil et la Commission à prendre les mesures relevant de leurs compétences et qui doivent permettre d'atteindre les objectifs fixés.

L'initiative ne vise pas à créer de nouveau processus, mais à s'appuyer sur le processus existant de Luxembourg en contribuant à son enrichissement et son approfondissement dans les domaines de l'éducation et de la formation.

Sources :

document de la Commission des communautés européennes - COM (2000) 318 final

CONTENTS

For a european "desire to live together"

Jack Lang, French National Education Minister

Jean-Luc Mélenchon, Deputy Minister for Vocational Education

29

Programme of the French Presidency
of the European Union: activities concerning education.

A priority : the mobility

33

Projected action plan for mobility

34

First European University Summer Schools in France

36

Learning the history of Europe European seminar of experts

38

First European Student Convention

44

Conference of higher Education ministers
Europe, Latin-America and the Caribbean

46

Symposia on education e-Education

48



For a european “desire to live together”

Traduction : Charles Watkins

DURING THEIR SIX-MONTH presidency of the Union, our Portuguese friends strongly - and rightly - emphasised «**the European dimension of Education**». This initiative should find an echo in all of us at a time when Europe, through the identity that it is creating for itself and through the projected reform of its institutions, is in a position to occupy centre stage in a world scene where knowledge constitutes, as we know, the main vector of economic activity. As a great power in education with considerable university resources, Europe has the intellectual assets capable at once of creating jobs and developing profitable markets and of exerting a concerted influence on the future of modern society. Its economic and cultural renaissance depends upon our children in primary and secondary schools, our students, our teachers and our researchers who, to quote Renan's felicitous phrase, are possessed of an «European desire to live together». They must, right from the start of their schooling, find at their disposal the wherewithal to foster this new sense of belonging: not only in the teaching programmes to which they are exposed, but also through a growing number of contacts, exchanges and friendships with other young people from other European countries. It is our job, as political leaders, to help them to be at one with Europe.

It is, however, desirable to combine this initial goal with another, complementary ambition: **to give Europe an educational dimension**. Indeed, the varied entity that will constitute Europe, is changing, diverse, and of mixed parentage. It already uses eleven official languages. It bears witness to ancient cultures and traditions which, as a result of having undergone influences which were often reciprocal, have nonetheless kept particular characteristics that it would be disastrous to reduce. In this Europe is unique in the world: the fact that it is able to preserve and use this cultural, historical and linguistic wealth, may make it a model, as it was built in a spirit of respect, tolerance, equality and mutual recognition. May it give whole regions of the world - and I am above all thinking of emerging countries - its methods of education to citizenship, and it will lend a new meaning to globalisation, conveying values which will be profitable to individuals and communities alike.

It is this double movement that we shall attempt to put in place in a lasting way during the six month French presidency of the European union.



© Pascale L. R.

Broadening the European dimension of Education

It is our responsibility, we who now want to build this Europe united in its diversity, to make certain the psychological intellectual and affective foundations of political Europe. It is up to each member state not only to create within its own frontiers a new state of mind which will make of our citizens, from their most tender age, European citizens, but also to deploy the means by which this identification may happen. To answer the desire for Europe, we will continue to encourage exchanges, individual or collective, and to foster on a massive scale mixing and blending of ideas, and meetings at GCSE, sixth form and university levels.

Community programmes, under the aegis of Socrates and Leonardo, have

shown the way forward. As a result, nearly 150,000 European young people each year follow some or all of their course of study in a country other than their own. This is not enough. The objective now is to take measures in the regulatory, fiscal, legal and statutory domains which will encourage our students and teachers to make such moves from country to country: the most urgent of these measures are the democratisation of Erasmus (statut?), the establishment of a charter of partnership between the Union, member states, territorial communities and universities, and the setting-up of a genuine pricing policy, on the European rail network, to help young people on the move.

As was the wish expressed by government leaders at their Lisbon meeting in March 2000, it is a genuine Action Plan for Mobility that has to be established in collaboration with Madame Reding. This plan will be the subject of the meeting of Education Ministers in Paris on September 30th; it will be carried forward by a resolution at the Council of Ministers in Brussels on November 9th; and finally it will be adopted by the European Council of Heads of State and Government Leaders in Nice on December 7th and 8th.

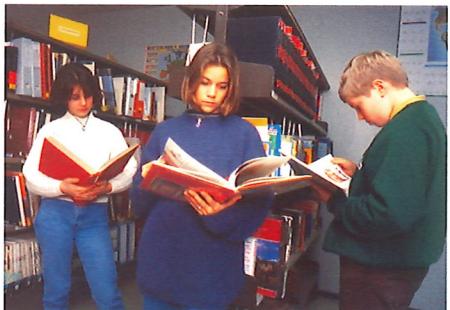
Alongside this, complementary activities will be happening in other forums: at the Educational Committee, naturally, of July 3rd-4th, September 14th-15th, October 4th-5th, and October 18th-19th in Brussels, as well as of December 4th-5th in Aix-en-Provence; but also at the Higher Education director generals' Conference on October 26th-27th in Paris; and also more widely within an intergovernmental framework by the monitoring group of the Sorbonne and Bologna processes on October 9th and December 4th-5th, also in Paris.

Without waiting for the results of these initiatives to be implemented, it seemed to us the time was ripe to mobilise students and teachers by getting straight down to work on the various projects that will be theirs to build: the use of new technologies, local development, the pooling of cultural engineering skills, the common assimilation of European cultures and traditions... The first European University Summer Schools will therefore be launched. From July, students and teachers from all European backgrounds will gather at ten or so institutions of Higher Education in France. In the main, what will be on offer will be motivating didactic activities around themes with a high cultural bias, enabling the development of a comparative approach, and the highlighting of common points and individual differences between our different countries in the light of the thematic material used. This is intended to be the first of many such programmes: summer 2000 is a first thrust, a foretaste of what is to come. It is my hope that, within the next five years, more than 500 European university summer schools will bloom across Europe each year.

© DR



© Pascale L. R.



It is the intention of this initiative to prepare our young people, through knowledge and learning, to live in a Europe with an emotional identity associated with fraternity and mutual proximity. But might it not be possible to speed up yet more this process of the inclusion of students into the European idea by the creation of a forum where they would come and build together their own representation of the future? Be they from professional, technological, scientific, literary or cultural academic backgrounds, it is the students who are concerned more than anyone, and it is from them that will come a sense of citizenship and the desire to live as Europeans. the National Union of Students in Europe, which represents six million students, has already expressed the desire to be more closely involved in the construction of a European structure of higher education. If our partners agree, we will lend our collective support to the first European student convention and, with the blessing of the European Council, the Commission and the European Parliament, we might mediate the birth of a European Student Parliament.

Using the educational dimension of Europe

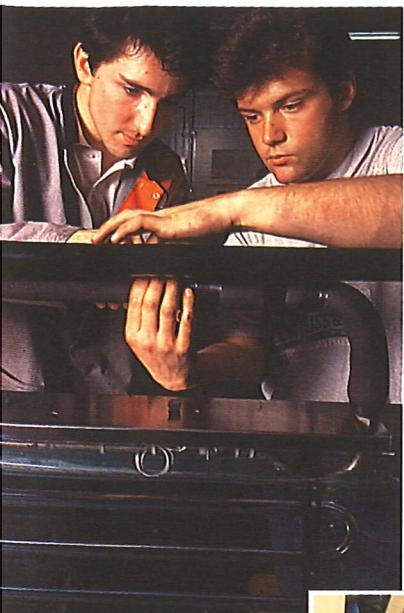
Europeans are uniting, and any union is founded on a deepened and respectful knowledge of the culture and the history of others. For this reason, the French presidency has decided to give greater depth to this reflection about our respective pasts, and to use the annual historical convention in the town of Blois to organise, on October 13th, 14th, and 15th, seminars of historians and representatives of member states around the theme: learning the history of Europe. Which approach is the most suitable, indeed, to interpret European history? Comparative national histories or a more global European approach? How can traditional national approaches be combined with innovative comparative methods? Such are the questions the discussion of which will enable our teachers to construct shared cultural landmarks, from compared viewpoints of our national histories.

Is it possible, however, to really know someone outside one's own language? The large number of European languages should not be a barrier but a strength. Yet it is in too few countries that multi-lingual skills are available to all. Even rarer are pupils who have the benefit of foreign language teaching from primary school, although it has been proved by linguists that it is in childhood that we are the most receptive.

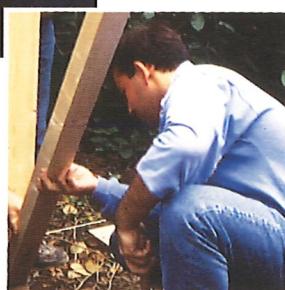
The fifteen governments, the Commission and the competent local authorities should make a concerted effort to foster this assimilation of foreign languages. European programmes are making possible an ever-increasing number of exchanges of classes of students and teachers; European and bilingual sections in secondary schools are on the increase; it is now necessary to examine the practicalities of getting foreign teaching personnel from each of the member states to teach in these classes. This is the founding of a broad European framework which will introduce into our national systems a new form of education, which will make it possible to think in terms of another culture through the medium of its language.

But this project, which presupposes that the free movement of teachers is in place first, requires yet other means. The use of information and communication technology (ICT) must now become current in all schools. If Europe takes up the technical challenge of network connection, but above all the pedagogical challenges connected with the revolution in teaching and learning methods, it can become a world-beater in research and innovation. Playing a part in globalisation does not only mean making generally available the technology which is behind it, it also means influencing it according to the values that we hold dear, by developing teaching methods and programmes which respect differences and guarantee freedom of speech to all.





© Pascale L. R.



For this reason the Education Trade Fair in Paris, which in its second year will be entirely devoted to European questions and ambitions, will open on November 22nd with a seminar on the benefits to be derived from «e-education». This will include European ministers and international personalities in order to define the new learning conditions imposed by the advent of ICT: what changes will come about in the classroom environment, in timetables, in boundaries between subjects, in the role of teachers and text books, in lifelong training...? Since it will pay particular attention to the most relevant European achievements in the pedagogical applications of ICT, the Trade Fair will also serve as a platform for representatives of member states to present the measures taken within the framework of the «e-Europe» initiative announced by Mr. Romano Prodi, President of the Commission.

The development of new methods, of new programmes and new ways of spreading knowledge is not limited to the boundaries of Europe. Greater ease of exchange at a global level should also create closer links with other continents, particularly those for which an interaction with our European democracies would facilitate greater

equality of opportunity, and the creation of the conditions necessary for sharing. In this spirit, and within the framework of the declaration and order of priorities adopted at the Rio summit (June 1999), France will organise, on November 2nd-3rd in Paris, a conference of Ministers with responsibility for Higher Education which will bring together the member states of the European union and its Latin American and Caribbean partners. On the agenda for the forty-eight ministers will be the working-out of a general strategy for the creation of a Euro-Latin American Higher education structure.

Three programmes, which are already familiar in Europe, but which are merely embryonic in Latin America, will be discussed. They concern links between higher education and the workplace, the development of university research networks, and distance learning, be it through radio, television, video-conferences, or interactive use of the Internet.

We all know that Europe is, for all of us, the echo-chamber between our nations and the world at large. What each of them is capable of achieving, Europe amplifies and multiplies. Which is why only the surest of harmonies should be struck. Such a harmony we shall achieve within our borders, through a knowledge of each other and our respective and complementary talents and characteristics, all of them and without exception. In the wider world, this harmony must promote the creation of other such varied entities, which in turn will show Europe the way forward. Listening to others, explaining, passing on and spreading the message, these are the tasks that we now address, so that our younger generations may achieve, through greater receptivity and mastery, a quality of mind and life that brings them real *joie de vivre*, made, as it is, of discovery, curiosity, invention and fraternity.



Jack Lang

French National Education
Minister



Jean-Luc Mélenchon

Deputy Minister for Vocational
Education



Programme of the French Presidency of the European Union: activities concerning education.

A priority : the mobility

EVENTS	COUNCIL AND EDUCATIONAL COMMITTEES	OTHER ACTIVITIES
JULY		
European University Summer Schools July – September	1 st educational committee, Brussels, 3-4 th July (morning)	
SEPTEMBER		
Meeting of Education Ministers <i>on the Action Plan for Mobility</i> Paris, 30 th September	2 nd educational committee, Brussels, 14 th (morning) and 15 th September	
OCTOBER		
Seminar <i>Learning the History of Europe</i> Blois and Chambord, 13 th and 14 th October	3 rd educational committee, Brussels, 4 th (morning) and 5 th October	Sorbonne and Bologna Process monitoring group, Paris, 9 th October
Higher education director generals' conference Paris, 26 th - 27 th October	4 th educational committee, Brussels, 18 th (morning) and 19 th October	Meeting of SOCRATES agency directors Bordeaux, 12 th and 13 th October
Student Convention Paris, university Halls of Residence from 27 th to 29 th October		
NOVEMBER		
Meeting of Ministers responsible <i>for Higher Education from the E.U., Latin America and the Caribbean</i> Paris, 2 nd and 3 rd November	Council of Education Ministers Brussels, 9 th November	
Seminar " e-education " 22 nd November at the Education Trade Fair, Paris, 22 - 26 November		
DECEMBER		
European Council of Heads of State and Government Leaders: <i>the Action Plan for Mobility</i> Nice, 7 th and 8 th December	5 th educational committee, Aix-en-Provence 4 th and 5 th December	Sorbonne and Bologna process Contact Group Paris, 4 th et 5 th December
		Seminar on lifelong training. State Professional Training Secretariat Bayonne, 4 th and 5 th December

mobility

Projected action plan for mobility

For information

● The role of a **recommendation** is to define the general principles for cooperation in a particular field. It signifies a convergence of opinion between the three institutions (Council, Parliament and Commission), but does not entail any legal or financial consequence, as is stipulated by the Treaty of Amsterdam, which imposes strict limits on the sphere of action of the European Union in questions of education and training. It is more an encouragement towards the adoption of certain lines of conduct and behaviour by the member States.

● The **Education Committee**, like the Social Affairs Group, is a working party designated by COREPER (from *Comité des Représentants Permanents*, the Committee of Permanent Representatives), in other words the ambassadors to the European Union) to prepare the Council's business.

Each of the fifteen national delegations is made up of at least two members, being a representative of the minister or ministers concerned, and a member of the Permanent Representatives. The member state currently occupying the presidency of the Union also presides over the Committee; this President, the current Delegate for International Relations and Cooperation of the French National Ministry of Education, is assisted, in the chairing of meetings and the resolution of legal and procedural problems, by civil servants from the general secretariat of the Council.

The Commission also takes part in the Committee's deliberations. It informs the Committee of its initiatives and reports to it on the conduct of cooperation programmes.

In total the Committee numbers fifty people or thereabouts who meet approximately once a month or more according to the importance and urgency of the questions examined.

Mobility constitutes one of the priorities in the Europe we are constructing:

- ▶ In people benefiting from mobility, it contributes to a sense of belonging to Europe, to the acquisition of a European consciousness and the development of European citizenship
- ▶ It allows young people, through the improvement in the quality of their training, to develop their employability, and it allows trainers and researchers to deepen their experience and reinforce their skills
- ▶ It helps to create a European space of education and training which contributes to the power of Europe in a globalised economy where intelligence and creativity are the most important resources

Mobility was proclaimed as a priority at the Lisbon extraordinary meeting of the European Council, the conclusions of which invite the Council of Ministers and the Commission to define «*between now and the end of the year 2000 the means to encourage the mobility of students, teachers, trainers and researchers by optimising the use of existing programmes (Leonardo, Socrates, Youth), by eliminating obstacles, and by increasing transparency in the recognition of qualifications and of periods of study and training*

In this connection, member States and Commission have already embarked on a process of identification and removal of obstacles to the mobility of students, young people in training, teachers and trainers which will lead, at the end of the year, to the adoption by the European parliament and the Council of a **recommendation** concerning these matters, which is an important stage in the process prepared by the **Education Committee**.



© Pascale L. R.

Without further delay, all member states must, with the help of the European Commission, be empowered to implement this recommendation, and find the means to overcome these obstacles and bring about a significant increase in mobility.

Consequently, France in its term of presidency proposes, in full agreement with the Commission, that an «action plan» be set up and adopted by the member States working together; such an «action plan» will be proof of their strong desire to encourage mobility so as to construct an European space of knowledge and learning.

In order to succeed, this Action Plan, which will be a genuine practical resource available to all, will state common objectives and concrete recommendations, combined with a schedule for execution over several years. The Plan centres around four requirements:

- to encourage mobility by preparing people better
- to encourage the financing of mobility
- to enhance and improve mobility opportunities
- to recognise the value of periods of mobility

The Plan will be worked out at the meeting of Education ministers in Paris on September 30th, and then, after the meeting of the **Council of Ministers** on November 9th (which in the case will be the Council of Education Ministers), it will be submitted for adoption to the **European Council of Heads of State and Government** which will meet in Nice on December 7th-8th.

● **The Council of the European Union** is made up of the ministers of the member States mandated to make commitments on behalf of their Governments. The members of the Council are therefore politically responsible to their national Parliaments and to public opinion. It is presided over by each member State in turn for a period of six months, according to a pre-established order of rotation of the presidency. The Presidency organises the meetings, works out compromises and oversees the coherence and the continuity of the decision-making processes.

In practice, the ministers meet according to their specific sphere of responsibility. They work out the general direction of policy and take the decisions concerning co-operation programmes (e.g.: the Education Council consists of the ministers responsible for education, higher education and professional training).

● **The European Council of Heads of State and Government** was created in 1974 and institutionalised by the Single European Act of 1986. It meets twice a year (in June and December) at European Summit, at the invitation of the country whose term of presidency is coming to an end. An extraordinary meeting of the European Council can be organised whenever it proves necessary.

The heads of State or Government are assisted by the ministers of Foreign Affairs and a member of the European Commission. The Secretary General of the European Council and the Secretary General of the European Commission are also present.

The heads of State or Government together define the priorities and the speed of the process of European construction: this involves making policy guidelines, carrying initiatives forward, consultation, conciliation and political decision-making. Decisions are taken by consensus after negotiations between member States initiated well before the Summit. After each meeting, the Presidency publishes the conclusions of the European summit. ■

First European University Summer Schools in France

► JULY-SEPTEMBER 2000

The European University Summer Schools are the result of a programme launched by the French National Minister for Education in May 2000 with a view to developing and systematising initiatives of this sort which have been taken in various parts of Europe. The 2000 sessions are taking place in France between July and September.

Bringing together advanced students in higher or further education as well as teachers and researchers from several European countries, these Summers Schools provide a convivial university working atmosphere, and offer a combination of training activities, cultural events and exploration of the historical heritage at twelve locations across France. A considerable array of university teaching and research is represented at these events: life sciences, law, literature and the humanities, political science, information and communication technology, history, sociology, anthropology and psychology.

By providing more flexible types of mobility, the European University Summer Schools are a useful complement to the many programmes that already foster mobility without in any way replacing them. They promote activities likely to encourage exchange and mutual enrichment in a more informal and open manner.



The 2000 European University Summer Schools seem to be typical of the type of experiment which might well, after it has been evaluated, be developed in the years to come. However the experiment is already fairly sizeable as it is, since even in the summer of 2000, it concerns more than 850 students, of which 53% come from different European countries, and involves more than 165 teachers, a third of whom come from other European countries. About one hundred universities or higher education establishments from the countries of the European Union, or from countries in pre-accession have joined the programmes organised by French institutions in the context of this initiative.

After these first twelve sessions have been held, an evaluation process will be initiated from the month of October, in the form of consultation with the organisers of the different sessions. An analysis of these results will make it possible to decide under what conditions the experiment may be continued and extended. If the lessons learnt are positive, they may well find their place in the French proposals for developing the mobility of students and teachers in Europe.



© Pascale L.R.

Organisors

- French National Ministry of Education
*Department for International Relations and Cooperation
Higher Education Directorate*
- Selected University Campuses

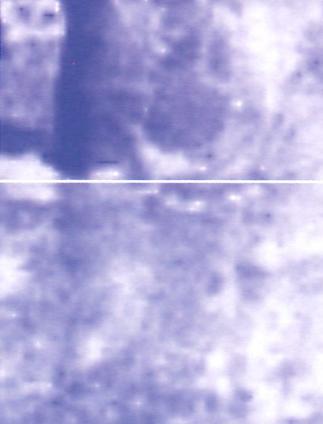
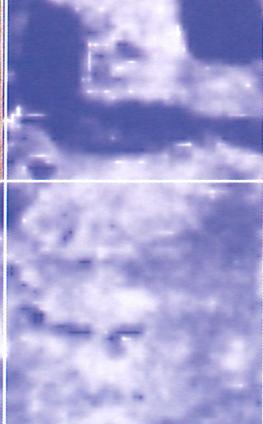
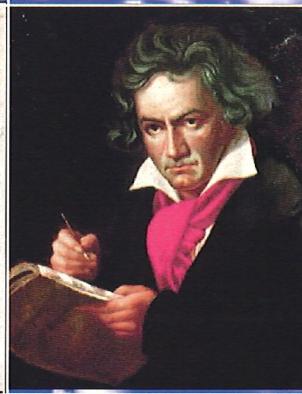
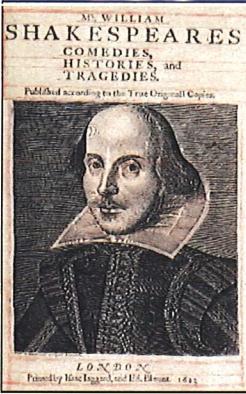
Contact

Elie Cohen

Tel: (33) 1 55 55 61 03

Official centre for European University Summer School Summer 2000

Institutions	Subject area	Dates
University of Aix-Marseille-I UMR 6578	Anthropology of alpine populations	30 th June - 7 th July 2000
Bordeaux – IEP (Institute of Political Studies)	Urban local government: "a new challenge for local democracy"	3 rd - 7 th July 2000
Bordeaux II – Victor Segalen University	"Nutrition and public health"	17 th - 27 th August 2000
Clermont II – Blaise Pascal University	Experimental psychology and research methodology	9 th - 22 nd July
Cluny – ENSAM	"Europe in search of its identity"	17 th - 21 st July
Grenoble II – Pierre Mendès-France University	The emergence of a new European order	18 th - 29 th September
Lyon III - Jean Moulin University	Business laws and political science	7 th - 26 th August
Montpellier - European centre	"From research to application in biotechnology"	2 nd fortnight in July
Nancy - University of Nancy I	NICT and the timber trade	10 th - 21 st July
Paris - University of Paris IV	"Europe in the Enlightenment"	8 th - 13 th July
Saint-Etienne - Jean Monnet University	"Social work and local development in Europe"	3 rd - 5 th July
Strasbourg IEP	Introduction to European institutions	27 th June - 7 th July



Learning the history of European Europe seminar of experts



© O.T. Loir-et-Cher

CHÂTEAU DE BLOIS

► 13th - 14th OCTOBER 2000

On the occasion of the historical convention organised each year by the town of Blois, an European seminar will bring together historians and educational managers to discuss the theme "Learning the History of Europe". The objective is to consider the means by which the awareness of a common history may be fostered in the young people of Europe: such an awareness, by virtue of the very fact that it is a shared awareness, must be handed on, taught and learnt.

It will be the business of this seminar to consider, taking account of national characteristics of educational systems, the current potential areas of agreement between the educational managers of the member States, with a view to deepening the sense of belonging to a culture whose diverse elements only enrich its common characteristics: such areas include methods of investigation, frameworks of reference, and ways of learning.

The intention is therefore to recognise the existing points of convergence, and to consider the essential topic areas which different ways of learning of the History, throughout the schools of the member States, could refer to according to their own preferences and time-scale, but within a commitment to union and reciprocity.

The field being considered is that of secondary education in the schools of the present member States. Nevertheless, proposals made by States which are currently candidates for membership of the European Union are included for consideration.

The principle conclusions of this meeting could be presented for adoption by France in its capacity as President of the Union to the meeting of European Ministers for Education scheduled for November 9th in Brussels.

Contacts

Simonne Dumont

DRIC

Tél. : 01 55 55 66 16
01 55 55 68 32

e-mail :

simonne.dumont@education.gouv.fr

Learning the history of European seminar of experts Europe

PROGRAMME

SCIENTIFIC ADVISOR AND GENERAL MODERATOR:

JEAN-PIERRE RIOUX

General Inspector of the French National Education Service

FIRST SESSION

 Friday 13th October 9.00 a.m. - 1.00 p.m.

OPENING ADDRESS

Thierry SIMON

Delegate for International Relations and Co-operation,
French National Ministry of Education

IN SEARCH OF A HISTORY OF EUROPE

Comparative history, a general overview, "European" history, or more simply the history of Europe? History of institutional entities or of relational systems? History of Europe the geographical area, or of the "European idea"? History of the peoples of Europe, or history of a cultural and political project which has promoted and disclaimed values? And what should be emphasised: the history of science and technology, cultural history, political history, social history, demographic history, religious history, the history of the European construction?

This session, centring around the problem of defining a body of knowledge, will review questions concerning the scientific definition of a history of Europe and the interface between scholarly history and history as it is taught in schools; with as a backdrop the major question which should be the main theme of the seminar: is it possible to conceive of, teach and so get children to learn in a disciplined way, a comparative history of the historical representations of Europe, a common history of the identity of Self and Other, and that without mythologising or dispossessing peoples of their cultural heritage?

In the chair: **John HORNE**
Professor of Modern History
Trinity College, Dublin

CONTRIBUTIONS:

The Roman road to a history of Europe.

Rémi BRAGUE, Professor at the University of Paris - Sorbonne-Panthéon (Paris I)

History of Europe history of nations

Guy HERMET, National foundation of the Political science

The history of Europe: a history of the present time and a problematic view of history

Robert Frank, Director of the Pierre Renouvin Institute

SECOND SESSION

► Friday 13th October 3.00 p.m. - 5.00 p.m.

EDUCATION, HISTORY AND THE IDENTITY OF EUROPE

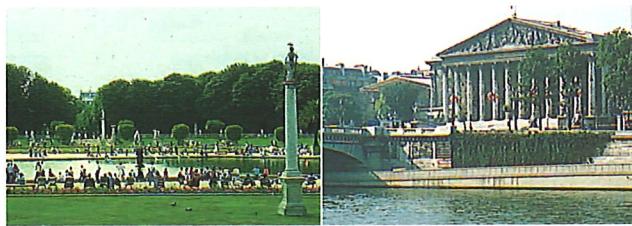
European political figures talk of their convictions and action they have undertaken, give their views on the themes raised in the seminar, engage in discussion with the participants and discuss in particular the links between education, history and the identity of Europe.

ROUND TABLE DISCUSSION CHAIRED BY

Madame **Anne-Line ROCCATI**
Le Monde de l'Education.

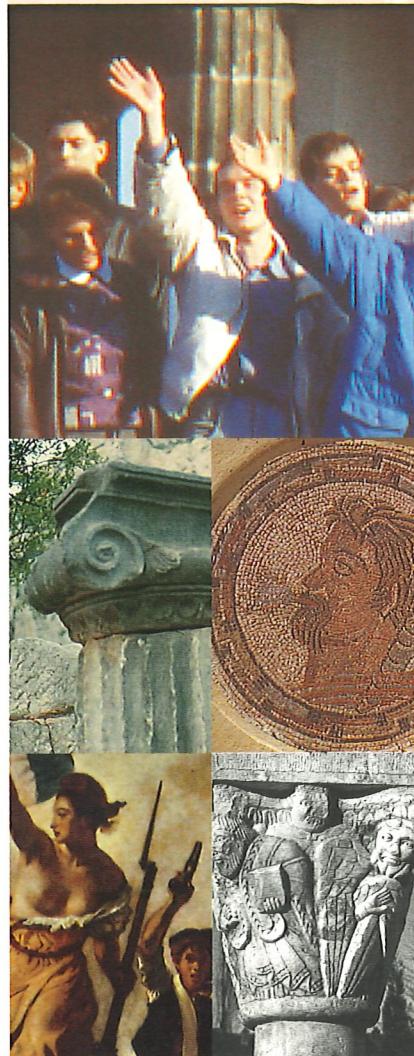
WITH THE PARTICIPATION OF:

Viviane REDING, European Commissioner
Manuel Maria CARRILHO, former Portuguese Minister of Education
Oskar LAFONTAINE, former German Finance Minister
Jack LANG, French National Education Minister
Jacques ATTALI, writer, President of Planète-Finance (France)



Jardin à la française

Assemblée nationale (France)



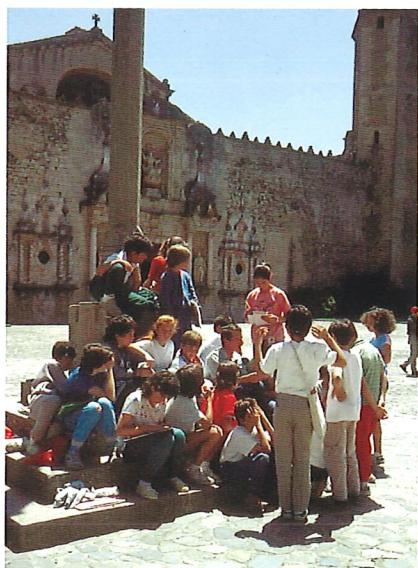
Mur de Berlin, 1989
Colonne grecque
Mosaïque romaine
Delacroix, tableau
Art Moyen Âge

© Sipa Image

Archives Le Soule © DR

Learning the history of European seminar of experts Europe

© Pascale L. R.



THIRD SESSION

► Saturday 14th October 9.00 a.m. - 12.30 a.m.

EUROPEAN HISTORY IN HISTORY TEACHING PROGRAMMES

The objective of this session is to make progress in the consideration of what pedagogical choices might foster the learning of a history of Europe.

Questions which will be addressed are the relative proportions in the coverage of syllabi and allocation of class time (national history, European history, world history); the events, chronologies and themes to be chosen; the didactic choices to be made (importance of documentary evidence, meaning given to narrative history, role of structured argument).

Other questions to be discussed: can the role played by collective memory (and above all "places of memory" and museums) in the different ways of learning of the history of Europe be put to use as central guiding or federating force? Should special history of Europe teaching programmes be organised? And what importance should be given to current European or bilingual international teaching programmes in the forging of a common idiom? The question of text books will also be addressed, be they "European", or on "the history of Europe".

In the chair: **Luisa PASSERINI**
Professor at the European Institute of Florence

CONTRIBUTIONS:

How to teach the history of Europe

Dominique BORNE

General Inspector of the French National Education Service

The virtues of bilateralism: the Franco-German case

Etienne FRANÇOIS

Technical University in Berlin

The role of historical museums

Elie BARNAVI

Director of the Scientific Committee of the Museum of Europe.

FOURTH SESSION

► Saturday 14th October 2.30 p.m. - 6.00 p.m.

FROM THE HISTORY OF EUROPE TO EUROPEAN CITIZENSHIP

This final session addresses the issue which is in the process of becoming an appreciable influence on the way this whole question is thought about and debated: it is the issue of to what extent teaching the history of Europe can promote a sense of civic responsibility and citizenship.

In a teaching programme of this sort, what potential factors of civic responsibility should be highlighted? Such factors are indispensable to a form of civic education that would be at once national and European, and would seek to link different levels and geographical areas of citizenship.

The contribution of new technologies could be raised, as an added consideration in this final issue of an European sense of citizenship to which history will lend its weight.

In the chair: **Rudolf von THADDEN**
Coordinator for Franco-German cooperation

CONTRIBUTIONS:

Learning history and European citizenship

Dominique SCHNAPPER

French Graduate School in Social Sciences

An multi-disciplinary view of European history for a multiplicity of citizens

Michel DUMOULIN

President of the European Institute of Studies, Louvain.

CLOSING ADDRESS

Jean-Pierre RIOUX

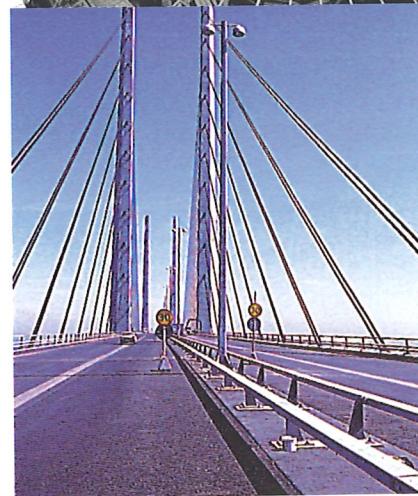
General Inspector of the French National Education Service



War seen through the eyes of Sarajevo children in 1993



© Pascale L. R.



© Pascale L. R.



Coupole du Reichstag
(architecte Norman Foster)
Pont Oresund
Horse Guards

© DR

L'ESIB (The national unions of students in Europe)

The ESIB is an association which has the student unions of Europe as its membership. It was founded in 1982 in response to growing economic integration in Europe, in order to defend student rights in welfare, as well as in cultural and pedagogical matters; this organisation today includes forty-one national representative organisations from thirty-two European countries, or nearly ten million students. The French members are the UNEF-ID and the FAGE.

ESIB members have to conform to strict criteria as regards national representativity, independence and democratic organisation.

The ESIB is the centre for co-operation between student organisations of the different states: it works out common positions on all subjects concerning higher education in Europe. ■

First European Student Convention

PARIS

INTERNATIONAL UNIVERSITY HALLS OF RESIDENCE

FROM 27th TO 29th OCTOBER 2000

Different Higher education policies have as now embraced a European dimension. The development of student mobility programmes such as *Erasmus*, *Socrates* and *Leonardo*, the process of convergence of university curricula set in motion by the Sorbonne and Bologna conferences, show that the creation of a European space in this field constitutes an essential way forward.

As a result European Higher Education systems are more and more interdependent. For this reason the ESIB («The national union of students in Europe»), which has as its membership the student unions of thirty-two European countries, wishes to be able to express itself fully on these changes at a time when they are causing major upheavals in student status, educational structures, and the very goal of education.

It seemed important to France in its role of President of the European Union to be attentive to the thinking of those who, as students who are future teachers or researchers, are immediately concerned by this broadening of the university scene. France has therefore accepted their suggestion that they meet together for the first time, in order to examine the problems that are arising, to make their voice heard, and to bring the results of their discussions to the attention of the European Union.

The ESIB is inviting to the first European Student Convention three hundred delegates from the student organisations of more

1. French National Independent and Democratic Union of Students
2. Federation of General Student Associations



than thirty European countries. Invitations will be issued according to the ESIB's own strict criteria that the organisations invited be representative and democratic. This Convention will be held in the International University Halls of Residence («Cité internationale universitaire»), the institution which Paris for many years has devoted to the accommodation of students from foreign nations with whom France has ties of friendship.

During this convention, the students intend to put their proposals into a Manifesto which they will present to France in its current capacity as President of the European Union. This event could also be the opportunity to consider the ways in which student participation at a European level could be made permanent: the Convention would then become the founding meeting of a consultative assembly of European student representative bodies, an assembly which given due consideration by the leaders of European Union, may well give new life to the process of the European construction by involving in resolutions those who will be playing a decisive role in a knowledge and skills based Europe.

The prime minister, Lionel Jospin and the French National Minister of Education have been called upon to join in discussions with the student delegations. Naturally, they will be answering this call.

Contacts

- **Rémi Bourdu**

e-mail : esibchair@yahoo.com

Conference of higher Education ministers

Europe, Latin-America and the Caribbean

For information

Extract from the Rio Declaration (Euro-Latin American Caribbean Summit, June 1999)

Article 41:

«In cultural, educational, scientific, technological, social and human fields: To give solid support to cooperation between the two regions in the sector of higher education, in order to develop the help given to students and researchers at all levels, and to extend these benefits to doctoral studies in science and technology, industry and commerce, as well as to increase the mobility of university teachers and students and to accelerate the process of the recognition of teaching programmes, and the revalidation of diplomas. We already have considerable experience in cooperation in higher education, in particular the «America Latina Formacion Academica» (ALFA). The two regions have given numerous grants to students and researchers of all levels. These projects will be further developed in the future.»

INTERNATIONAL CONFERENCE CENTRE

► PARIS, 2nd - 3rd NOVEMBER 2000

This conference, organised in association with the IHEAL (French Institute for Graduate Latin American Studies), is the direct result of the commitments made in the field of cooperation in science and higher education at the Rio de Janeiro Euro-Latin American Caribbean Summit in June 1999. The priorities for action adopted on that occasion underlined the vital importance of culture, research and education in developing an overall partnership between the two continents, and, above all in guaranteeing progress and social equality in the respect of diversity, particularly cultural diversity.

The conference will begin on November 2nd with a meeting of experts from the participating countries who will finalise the next day's ministerial agenda. This meeting will enable participants to identify the main elements of a general strategy which will aim, in the context of globalisation, to foster equal access of students to knowledge, as well as their mobility, and to provide the most suitable professional training.

The main objectives of the conference are to promote and strengthen cooperation between Europe and Latin America and the Caribbean; to provide greater continuity between higher education and professional life; to make better use of new technologies and new tools, such as distance learning; to develop university research partnerships and networks; to improve mutual knowledge of societies and institutions.

At the end of the conference, a common declaration confirming the decisions taken and providing the structures necessary for their execution will be signed.



Bibliothèque de l'Université (Mexico)

THE TWO WORKING SESSIONS OF THE FIRST DAY ARE ORGANISED IN WORKSHOPS AROUND THE FOLLOWING THEMES:

I - KNOWLEDGE SHARING

University training and research networks
Nature of technology transfer and its effects

II - MUTUAL STUDYING

Convergence of diplomas
Evaluation of and changes in grant programmes
New themes of common research (the information society, competitive growth and the environment, sustainable development and urbanisation, cultural heritage, regional integration)

III - SHARING EXPERIENCE

Continuity between professional life, higher education and the scientific community
Distance learning and the use of information and communication technologies in teaching

IV - MUTUAL STUDY

Studying Europe in Latin America
Studying Latin America in Europe

Participants

Council of the European Union, European Commission, Germany, Antigua and Barbuda, Argentina, Austria, Bahamas, Barbados, Belgium, Belize, Bolivia, Brazil, Chile, Colombia, Costa-Rica, Cuba, Denmark, Dominica, Ecuador, Spain, Finland, France, Greece, Grenada, Guatemala,

Guyana, Haiti, Honduras, Ireland, Italy, Jamaica, Luxembourg, Mexico, Nicaragua, Panama, Paraguay, Netherlands, Peru, Portugal, Dominican Republic, United Kingdom, El Salvador, St. Kitts-Nevis, St. Lucia, St. Vincent and the Grenadines, Sweden, Surinam, Trinidad and Tobago, Uruguay, Venezuela.

For information

IHEAL

IHEAL (French Institute for Specialist Latin American Studies) was founded in 1954, and operates under the aegis of the Paris local education authority. The initial ambition was to show the importance and fruitfulness of a multi-discipline approach in the study of a particular cultural group: the initial selection of disciplines (Geography, Anthropology and History) progressively came to include Sociology, Economics, Political Science and Law.

IHEAL fulfills an important academic function because of research, teaching, and the documentary facilities that have developed there. It was conceived as a facilitator of cooperation in higher education between Europe and Latin America, which is the reason for its choice by the French National Education Ministry as organiser of the Conference of Higher Education Ministers from the two regions.



For information

The e-Europe programme

At the **Lisbon European Council** on March 23rd-24th 2000, the Heads of State and Government observing that «*the European Union finds itself confronted with a major upheaval caused by globalisation and the challenges inherent in a new knowledge-based economy*», fixed a **major strategic objective** for the Union: «*to become the most competitive and dynamic knowledge-based economy in the world, capable of sustained economic growth combined with a quantitative and qualitative improvement in employment and greater social cohesion.*»

The first and most urgent of these objectives is to exploit as soon as possible the opportunities made available by the new economy, amongst which the Internet is particularly important. In order to achieve this, the Heads of State and Government invited the Council and the Commission to set up: «*A global eEurope action plan (...) by applying an open method of coordination based on the evaluation of the performances of national initiatives, and taking as a starting point both the eEurope initiative recently presented by the Commission and its paper «Strategies for Employment in the Information Society.»*

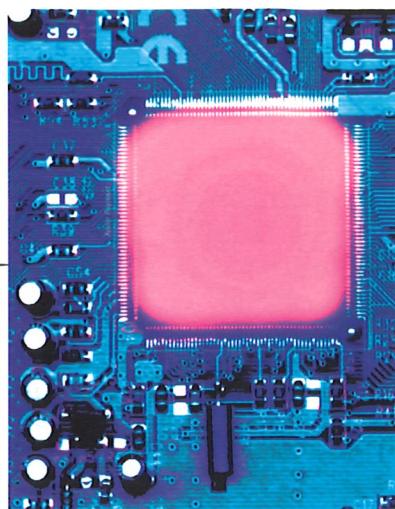
The overall eEurope action plan, which has been developed in the spirit of the above, brings together a number of different spheres of **strategic lines of action**, defines the challenges for each sphere and offers answers to those challenges. Two of these spheres of action, «*helping young people in Europe move into the digital age*» and «*rapid Internet access for students and researchers*» are more specifically concerned with education; three others are closely linked to vocational training and lifelong training.

Putting the **innovative potential** of the new technologies at the disposal at once of the need for quality in lifelong training and of changing teaching methods is of major interest. A new learning environment can be created, fostering learner autonomy, flexibility, interdisciplinarity and the linking of centres of culture and knowledge, and facilitating access for all citizens to the resources of the knowledge-based society. For Europe itself, it is an **historic opportunity**: the citizens of Europe will be able to improve the mutual knowledge of their cultures, languages, heritages, and forms of creativity. They will be able to initiate new forms of co-operation in the spheres of education and culture, and so give a greater density to the cultural and educational space that they have in common.

Symposia on education *e*-Education

EDUCATION TRADE FAIR

► PARIS 22 NOVEMBER 2000



Archives Le Saule

Computer mother board (Artist's impression)

The arrival of information and communication technologies in universities and schools is at once a challenge and an opportunity for Education, and a matter of great importance for research.

A challenge, because schools and universities are being forced to adapt their traditional roles, without abandoning them, to the demands of the information society of the future; an opportunity because different technologies are even today enabling education to liberate itself from the constraints of time and space, and to invent more effective teaching methods and tools which are better suited to today's young people.

The importance for research is that new avenues of enquiry have been opened up, in the area of technology as well as that of the humanities, which will lead to the invention of the tools of knowledge of the future. Making these new media generally available is a major priority of public policy with a European slant.

The member countries of the European Union have therefore chosen to work together to harmonise their policies in the field of educational technology, share their experience and use the new communication tools to foster intercultural exchange between pupils, teachers and researchers. The **e-Learning** initiative demonstrates the European Commission's will to support and lend weight to this common ambition.

The **e-Education** colloquium and exhibition that the Research and Education ministries are organising together during the French term as President of the European Union will make it possible to present the most significant experiments carried out in this sector in all countries of the Union, and will give a platform to figures from different cultural horizons and various disciplinary backgrounds.

Organisors

- French National Ministry of Education
- French Minister for Research

Contacts

- **Gilles Braun**
 - **Chantal Manès**
- Fax: (33) 1 55 55 88 67
e-mail:
chantal.manes@education.gouv.fr

Symposia on education. *e*-Education

The e-Learning initiative

It is in this context that the *e*-Learning initiative has been set up. *e*-Learning does not aim to create new or parallel processes, any more than it reproduces other initiatives. ***e*-Learning combines** the different components concerning education and training of the various ***e*-Europe** lines of action, as well as the general thrust of initiatives in the sphere of employment as they are defined in the **Luxembourg process** and in other community programmes of action like for example research, in such a way as to guarantee overall coherence and **effective communication** in the eyes of the world of education. Finally *e*-Learning will constitute an important element in the **overall rethink** recommended by the European Council on the subject of the successful integration of the new information technologies in the spheres of education and training.

Achieving the new strategic objective fixed for the Union by the Lisbon European Council «*combining competitiveness and social cohesion*» therefore necessitates the implementation of a **global strategy** within which a major role is given to the **educational and cultural communities**, particularly in the context of the European Social Agenda which should be adopted at the Nice European Council in December 2000. This will mean offering firstly guaranteed access to information and communication technologies for all those in training, and secondly training in the use of these technologies, particularly as «learning tools» and, furthermore, ensuring that good quality European multimedia products and services are available, as well as, finally, encouraging all those concerned to make a real effort to achieve these objectives.

These observations show the urgent need for action at all levels in the areas of education, training and research, and a better coordination between education and training policy on the one hand, and research policy on the other.

PROGRAMME



Paris 22 November 2000

Morning

INTRODUCTORY LECTURE :

Michel SERRES

Académie Française

FIRST ROUND TABLE DISCUSSION

Chaired by ***Patricia CHARNELET***, Journalist

TECHNOLOGICAL UPHEAVAL AND REVOLUTIONARY WAYS OF DOING THINGS: WHAT BENEFITS FOR EDUCATION?

The fact that our countries are entering the era of the information and knowledge-based society means that access to information and communication technologies must be guaranteed for all those in training. For that to happen requires political will and financial expenditure, but they are not enough. The introduction of new types of equipment demands and entails different teaching methods which are more active, more collaborative and more open to the world at large. Should the education in schools, in the immediate future, rely on its own capacity for innovation, or should it, on the contrary, rely on outside contributions from changing technology and scientific research? How far might the relation between teacher and taught be affected by technological changes breaking traditional patterns?

PAPERS FROM:

Antonio DIAS DE FIGUEREIDO, Professor in IT at the University of Coimbra, President of Prometheus, an organisation concerned with the development of multimedia access in training and education in Portugal.

Which educational needs can technological progress find an answer for?

Diana LAURILLARD, Vice Chancellor of the Open University, with special responsibility for educational technology, United Kingdom:
Rethinking higher education in the network age.

DAN SPERBER, anthropologist, director of research at the CNRS (French national research organisation)

Information technologies as cognitive and social technologies.

Stella VOSNIADOU, director of the department of cognitive psychology at the university of Athens, Greece:

What does research in educational technology bring to practitioners?

CONTRIBUTION FROM:

Roger-Gérard SCHWARTZENBERG

Minister for Research



Afternoon

CONTRIBUTIONS FROM:

Viviane REDING, European Commissioner with responsibility for Education and Culture

Jack LANG, French national Education Minister.

SECOND ROUND TABLE DISCUSSION

Chaired by **Patricia CHARNELET**

THE PLACE OF STATE EDUCATION IN CYBERSPACE

In the turbulence of the coming period of change, education is in an unstable position. Within the European Union opinions differ: from country to country people are more or less attached to the state education service and vary in the confidence with which they view market forces and personal initiative. Should technological convergence respect the cultural identities, the educational traditions and the historical contexts of each of the regions of Europe, and is such a thing possible? What boundaries are being drawn between state and private sectors in cyber-training?

PAPERS FROM:

Monica RIDRUEJO, member of the European Parliament, Spain.

What European policy is possible in e-Education?

Ylva JOHANSON, former minister for education, Sweden, Director of @Veta, an organisation involved in the development of multimedia in education in Sweden.

The state sector and e-Education.

Roger CHARTIER, historian of the printed word and written culture, professor at EHESS, France.

Written culture in the age of the digital communication of knowledge.

Françoise PAROT, Lecturer in the History of Psychology, University of Paris V, France.

The institution of the transmission of knowledge and new publication techniques.

Reimund SCHEUERMANN, Assistant director general, Ministry of Education and Science, Germany

Regional and national policies: what division of responsibility?

RECORDED CONVERSATIONS:

Jean-Louis GASSÉE, industrialist, chairman of Be, USA.

Videos: Information and communication technology in the classroom: report produced by the CNDP (French national centre for pedagogical research).

Four principal lines of action

The **e-Learning** initiative proposed by the Commission in order to achieve the objectives fixed by the Lisbon European Council, aims to mobilise the educational and training communities as well as those with a role to play in economic, social and cultural terms, in order to enable Europe to catch up for lost time, and to speed up the arrival of the knowledge-based society.

e-Learning will foster **partnership between public and private sectors**, between those involved in education, training and culture and the industry which produces the subject matter. Furthermore, in the implementation of the four lines of action, particular attention will be paid to cooperation with those involved on an economic or social level, especially where industrial relations is involved.

There are four main thrusts in the **e-Learning** initiative:

Providing equipment

Providing training at all levels

The development of quality multimedia subject matter and services

The development of knowledge acquisition centres and their networking

The implementation of **e-Learning** will be carried out according to the method recommended by the Lisbon European Council, an open method of coordination which respects the principle of subsidiarity, allowing the best practice to be publicised and ensuring a greater convergence with the stated objectives. This method requires the member States, the Council and the Commission to take the measures in their sphere of responsibility which will enable the stated objectives to be achieved.

The initiative does not aim to create a new process, but to base itself on the existing Luxembourg process and contribute to its depth and variety in the spheres of education and training. ■

Source :

document published by the Commission of the European Communities.- COM (2000) 318 final.

INHALTSVERZEICHNIS

Für einen europäischen « willen gemeinsam zu leben »	
Jack Lang , Bildungsminister	
Jean-Luc Mélenchon , Abgeordneter Berufsbildungsminister	53
Französischer Vorsitz der Europäischen Union	
auf dem Gebiet des Bildungswesens.	
Eine Priorität: die Mobilität	57
Projekt eines Aktionsplans für die Mobilität	58
Die ersten europäischen Sommeruniversitäten in Frankreich	60
Die Geschichte Europas lernen Europäisches Fachseminar	62
Erste Tagung der europäischen Studenten	68
Konferenz der zuständigen Minister für Hochschulwesen	
Europa - Lateinamerika - Karibik	70
Die e-Education Bildungsgespräche e-Education	72



Présidence française
de l'Union Européenne

Für einen europäischen « willen gemeinsam zu leben »

« Willen gemeinsam zu leben »

Traduction : Ruth Dubois, Silvia Ronelt

WÄHREND DER SECHS MONATE Ihrer Präsidentschaft der Union haben unsere portugiesischen Freunde mit Nachdruck und Recht die Bedeutung der «europäischen Dimension der Erziehung» hervorgehoben. Diesem Impuls müssen wir alle zu dem Zeitpunkt folgen, in dem Europa durch die Identität, die es sich bildet, und durch das Reformprojekt seiner Institutionen fähig ist, eine Rolle ersten Ranges auf der Weltbühne zu spielen, auf der Wissen und Kenntnis, wie wir wissen, die Hauptvektoren der Wirtschaft bilden. Als erzieherische und universitäre Macht verfügt Europa über Intelligenzressourcen, die fähig sind, Arbeitsplätze zu schaffen und bedeutende Märkte zu entwickeln, wie auch im allgemeinen die Zukunft unserer Gesellschaften zu beeinflussen. Sein Aufschwung beruht auf unseren Schülern, Gymnasiasten, Studenten, Lehrern und Forschern, die, wie Renan so schön sagte, von einem «europäischen Willen, gemeinsam zu leben» erfüllt sind. Sie müssen vom Beginn ihres Studiums an finden, womit sie dieses neue Gefühl der Zugehörigkeit nähren können: und zwar sowohl im Unterricht als auch durch immer vielfältigere Kontakte, durch Austausch und Freundschaften mit ihren Kollegen. Uns Politikern kommt dabei die Aufgabe zu, ihnen zu helfen, mit Europa eins zu werden.

Doch muss dieses erste ehrgeizige Projekt mit einer ergänzenden Hoffnung Hand in Hand gehen: **Europa eine erzieherische Dimension zu verleihen**. Die Ganzheit, die Europa bilden wird, wird nämlich veränderlich, verschiedenartig, vermischt sein. Europa verwendet bereits elf offizielle Sprachen. Es zeugt von Kulturen mit verschiedenem altem Kulturerbe, die sich zwar oft gegenseitig beeinflusst haben, von denen aber dennoch jede ihre eigene Originalität bewahrt hat, die zu vermindern katastrophal wäre. In dieser Hinsicht bildet Europa ein einzigartiges Beispiel auf der Welt: wenn es diesen kulturellen, historischen und sprachlichen Reichtum zu erhalten und nutzen weiß, kann es zu einem Vorbild werden, denn die Erfahrung seines Aufbaus wird mit Respekt, Toleranz, Gleichheit und gegenseitiger Anerkennung gemacht. Wenn es Teilen der ganzen Welt - und dabei denke ich besonders an die großen, aufsteigenden Länder - seine Lehrmethoden der Staatsbürgerschaft bietet, so wird es der Globalisierung einen alternativen Sinn geben und Werte beinhalten, die für die Allgemeinheit wie für die einzelnen von Nutzen sind.

In den sechs Monaten der französischen Präsidentschaft der Europäischen Union werden wir versuchen, diese doppelte Entwicklung dauerhaft zu gewährleisten.



© Pascale L. R.

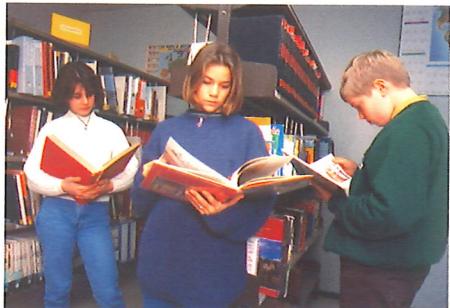
Die europäische Dimension der Erziehung erweitern

Wir, die wir heute dieses vereinte Europa in seiner Verschiedenartigkeit aufbauen wollen, wir haben die Verantwortung, zunächst die psychologischen, intellektuellen und gefühlsmäßigen Grundlagen des politischen Europas zu legen. Es ist Aufgabe jedes Mitgliedstaats, auf seinem Territorium nicht nur eine neue Geisteshaltung einzuführen, die aus unseren Bürgern schon im jüngsten Alter europäische Bürger macht, sondern auch die Mittel aufzubieten, durch die es zu dieser Identifizierung kommen kann. Um dem Wunsch nach Europa zu entsprechen, werden wir weiterhin jede Art von Austausch, egal ob er zwischen einzelnen oder Gruppen stattfindet, empfehlen und in großem Maßstab den Gedankenaustausch und die Begegnungen in Gymnasien und Hochschulen fördern.

© DR



© Pascale L. R.



Die gemeinschaftlichen Programme, die in Socrates oder Leonardo zusammengefasst sind, haben bereits den Weg dazu gebahnt. Ihnen ist zu verdanken, dass an die 150 000 junge Europäer jährlich einen Teil oder das ganze Schuljahr in einem anderen europäischen Land als dem ihren verbringen. Doch das genügt nicht. Es ist notwendig, nun regelnde, finanzielle, rechtliche und statutarische Maßnahmen zu treffen, die unsere Studenten und Professoren zu solchen Aufenthalten anregen: die dringendsten sind die Demokratisierung des Erasmus-Status, die Erarbeitung einer Partnerschafts-Charta zwischen der Union, den Mitgliedstaaten, den Gebietskörperschaften und den Universitäten sowie die Einrichtung einer tatsächlichen Tarifpolitik der europäischen Eisenbahnen für die Mobilität der jungen Menschen.

Wie es die in Lissabon im März 2000 versammelten Regierungschefs gewünscht haben, müssen wir also gemeinsam mit Frau Reding einen echten Aktionsplan für die Mobilität erarbeiten. Dieser Plan ist Gegenstand der Versammlung der Erziehungsminister, die am 30. September in Paris stattfinden wird; er wird durch einen Beschluss des Ministerrats am 9. November in Brüssel bestätigt und schließlich durch den Europäischen Rat der Staats- und Regierungschefs am 7. und 8. Dezember in Nizza angenommen werden.

Parallel dazu werden ergänzende Arbeiten anderorts durchgeführt werden: im Erziehungsausschuss natürlich - am 3. und 4. Juli, sowie am 14. und 15. September, am 4. und 5. Oktober und am 18. und 19. Oktober in Brüssel; und am 4. und 5. Dezember in Aix en Provence. Aber auch bei der Konferenz der Generaldirektoren für Hochschulwesen am 26. und 27. Oktober in Paris. Und in weiterem Ausmaß im zwischenstaatlichen Rahmen durch die Gruppe der Sorbonne und Bolognas, die für die langfristige Kontrolle der Entwicklung verantwortlich ist und am 9. Oktober sowie am 4. und 5. Dezember ebenfalls in Paris zusammentrifft.

Ohne abzuwarten, dass die Ergebnisse dieser Arbeiten umgesetzt werden, scheint es uns zweckmäßig, Studenten und Professoren zu mobilisieren und schon jetzt die zahlreichen Arbeitsmöglichkeiten, die sich ihnen bieten, bereitzustellen: die Benutzung neuer Technologien, die örtliche Entwicklung, den Austausch von Know-how auf dem Gebiet des kulturellen Engineerings, die gemeinsame Assimilation des europäischen Kulturerbes usw. daher werden nun die ersten Europäischen Sommeruniversitäten organisiert. Ab Juli versammeln etwa zehn französische Hochschulen bzw. Universitäten Studenten und Professoren aus allen europäischen Ländern. Das Angebot wird vor allem aus didaktischen Aktivitäten bestehen sowie aus mobilisierenden Themenkreisen mit starkem kulturellem Nachhall, die es erlauben, einen vergleichenden Ansatz zu entwickeln sowie gemeinsame Züge und Eigenheiten unserer verschiedenen Länder in Hinblick auf das angeschnittene Thema herauszuarbeiten. Diese Initiative soll noch erweitert werden: der Sommer 2000 ist ein erster Aufruf, nur ein Vorgeschnack. Ich nehme mir fest vor,

dass binnen fünf Jahren jeden Sommer mehr als 500 europäische Universitäten in ganz Europa aktiv sein werden.

Diese Initiative soll unsere Jugend darauf vorbereiten, über Kenntnis und Wissen mit einem liebenswerten, nahen und brüderlichen Europa zu leben. Aber wäre es nicht möglich, diese Integration der Studenten auf europäischer Ebene durch die Gründung einer Art Tribüne, auf der sie gemeinsam ihre eigene Vorstellung von der Zukunft organisieren könnten, noch zu beschleunigen ? Egal, ob sie aus einem Fachbereich, technischen, wissenschaftlichen, literaren oder kulturellen Bereich stammen, Studenten sind die ersten Betroffenen und von Ihnen werden bürgerliches Bewusstsein und ein europäischer Lebenswille ausgehen. Die National Unions of Students in Europe (ESIB) vertritt sechs Millionen Studenten und hat schon darum gebeten, enger mit der Konstruktion eines europäischen Hochschullehrbereichs in Verbindung gebracht zu werden. Wenn unserer Partner damit einverstanden sind, werden wir die erste europäische Studentenvereinigung unterstützen und mit Hilfe des europäischen Rates, der Kommission und dem Parlament die Gründung eines eventuellen europäischen Studenten-Parlaments begleiten.

Die Lehrdimension Europas nutzen

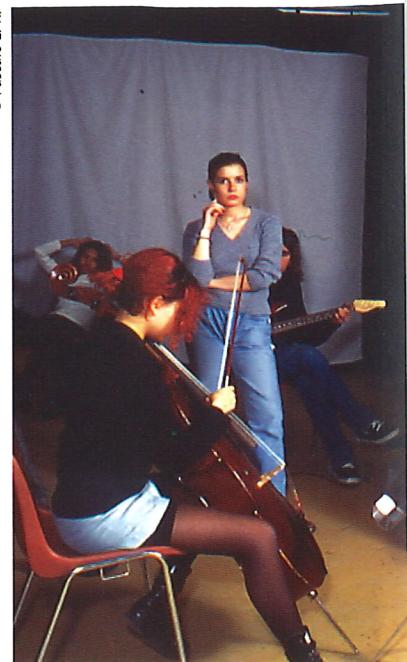
Die Europäer verbünden sich und die gesamte Union setzt auf ein starkes und die Kultur und Geschichte der anderen respektierendes Wachstum. Daher hat der französische Vorsitz beschlossen, diese Überlegung zu unserer jeweiligen Vergangenheit zu vertiefen und beim " Treffen mit der Geschichte ", die jedes Jahr in Blois stattfinden, am 13., 14. und 15. Oktober Seminare von Historikern und Vertretern der Mitgliedstaaten zum Thema : Die Geschichte Europas kennenlernen " zu organisieren. Wie soll man es angehen, die europäische Geschichte auszulegen? Vergleichende oder integrierte Geschichte? Wie sollen nationale Angehensweise und komparative Methoden ausgedrückt werden? Debatten, die das Ziel haben, es unseren Lehrkräften zu ermöglichen, geteilte, kulturelle Referenzen zu konstruieren, ausgehend von verschiedenen Blickwinkeln auf unsere nationalen Vergangenheiten.

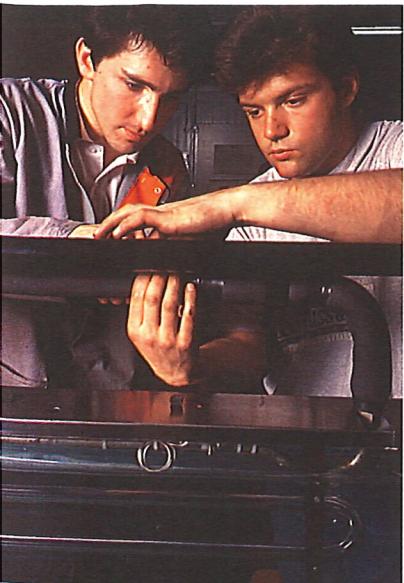
Ist es allerdings möglich, jemanden, der nicht dieselbe Sprache spricht, zu kennen ? Die große Anzahl an europäischen Sprachen darf kein Hindernis sein, sondern soll einen Vorteil darstellen. Zu selten sind noch die Länder, in denen eine mehrsprachige Ausbildung allen möglich ist. Und noch seltener sind die Schüler, die schon in der Grundschule eine Sprachausbildung bekommen, auch wenn Sprachforscher bewiesen haben, dass wir vor allem in der Kindheit offen für neue Sprachen sind.

Alle gemeinsam, die fünfzehn Regierungen, die Kommission und zuständigen Behörden, müssen wir diese Sprachbildung unterstützen. Die europäischen Programme erhöhen die Anzahl an Klassen-, Studenten- und Lehrpersonalaustausch ; die Voraussetzungen für europäische Klassen, für zweisprachige und europäische Bereiche entwickeln sich ; jetzt müssen wir die Voraussetzungen untersuchen, die nötig sind, um in das Lehrpersonal aller Mitgliedsstaaten ausländische Lehrer einzubringen, die hier arbeiten können. Die Einrichtung eines großen, europäischen Rahmes wird in unsere nationalen Schulsysteme eine neue Lehrmethode einbringen, die fähig ist, über die Sprache des anderen auch die Kultur des anderen zu verstehen.

Aber dieses Projekt, das voraussetzt, dass zunächst das Lehrpersonal mobil ist, benötigt auch andere Mittel. Den Einsatz von Informations- und Kommunikationstechnologien (TIC) muss jetzt auf alle Schulen ausgedehnt werden. Wenn Europa die technische Herausforderung der Verbindung und Vernetzung, aber vor allem die pädagogische Herausforderung, die mit der Infragestellung der Lern- und Lehrmethoden verbunden ist, annimmt, kann Europa ein weltweiter Forschungs- und Innovationspol

© Pascale L. R.





© Pascale L. R.



werden. In der Globalisierung seinen Platz zu finden, bedeutet nicht nur, den Zugang zu den Techniken, die sie hervorrufen zu verallgemeinern: es bedeutet auch, diesen Zugang in den Sinn der Werte, die wir vertreten, durch die Erarbeitung von Methoden und den Respekt der Unterschiede, der uns allen eine freie Meinungsäußerung garantiert, zu integrieren.

Daher wird der Salon de l'Education (Lehrmesse) in Paris, der seine zweite Ausgabe ausschließlich Europa und der europäischen Herausforderung widmet, am 22. November mit einem Kolloquium zu den Vorteilen, die aus der "e-education" (E-Erziehung) zu ziehen sind, eröffnet. Auf dieser Messe treffen sich die europäischen Minister und internationale Persönlichkeiten, um die neuen Lehr-Voraussetzungen, die durch den TIC gestellt werden, zu definieren : welche Änderungen werden in den Klassenraum, in den Zeitplan, in die Stoff-Aufteilung, in die Rolle der Lehrer und Lehrbücher, in die lebenslange Ausbildung... eingebracht? Die Messe, die für alle sachdienlichen, europäischen Umsetzungen in Sachen Pädagogikanwendung des TIC ein offenes Ohr hat, wird den Vertretern der Mitgliedsstaaten auch die Möglichkeit geben, die im Rahmen der von Herrn Romano Prodi, Kommissions-Vorsitzenden angekündigten Initiative "e-Europe" ergriffenen Massnahmen vorzustellen.

Die Erarbeitung von neuen Methoden, neuen Inhalten und neuen Lehrmethoden des Wissens beschränkt sich nicht auf die Grenzen Europas. Die Vereinfachung der weltweiten Austausche muss auch die Verbindung mit anderen Kontinenten, insbesondere mit denen, für die eine Interaktion mit unseren europäischen Demokratien die Chancengleichheit erhöht und die Voraussetzungen für Teilung schafft. In dieser Logik und im Rahmen der Deklaration und der Aktionsprioritäten, die auf dem Gipfeltreffen von Rio (Juni 1999) angenommen wurden, wird Frankreich eine Konferenz der mit der Hochschulausbildung betrauten Minister der Mitgliedsstaaten der Europäischen Gemeinschaft, ihrer Partner in Lateinamerika und der Karibik organisieren, die am 2. und 3. November in Paris stattfinden wird. Die achtundvierzig Minister werden eine allgemeine Strategie für die Gründung eines Euro/Lateinamerikanischen Raums für die Hochschul- und Berufsbildung definieren.

Drei Programme, die in Europa schon bekannt sind, aber in Lateinamerika erst entstehen, werden behandelt. Sie betreffen die Verbindung zwischen der Hochschulausbildung und der Berufswelt, die Entwicklung von Universitäts-Forschungsnetzen und Fernschulung, sei es über Radio, Fernsehen, Videokonferenz oder interaktiv über Internet.

Wir wissen alle, dass Europa für uns der Lautsprecher zwischen unseren Nationen und der Welt ist. Was jede dieser Nationen fähig ist, zu realisieren wird von Europa verstärkt, vervielfacht. Das ist der Grund, weshalb nur die sichersten Harmonien hörbar sein dürfen. Diese Harmonie erreichen wir im Innern durch unsere gegenseitige Kenntnis und die Kenntnis unserer Ergänzungsmöglichkeiten, indem wir unsere Talente kennen und keines vernachlässigen. Nach Außen muss diese Kenntnis andere mitziehen, die sie wiederum weiterführen. Zuhören, mitteilen, übertragen, ausdehnen, das sind die Aufgaben, die wir uns jetzt stellen, damit unsere jungen Generationen durch erhöhte Aufnahmefähigkeit und Beherrschung ein Qualitätsniveau erreichen, das ihnen eine wahre Lebensfreude durch Entdeckung, Neugier, Erfindungsgeist und Brüderlichkeit bringt.


Jack Lang

Jack Lang
Bildungsminister


Jean-Luc Mélenchon

Jean-Luc Mélenchon
Abgeordneter Berufsbildungsminister

**Französischer Vorsitz der Europäischen Union
auf dem Gebiet des Bildungswesens.
Eine Priorität: die Mobilität**

EREIGNISSE	MINISTERKONFERENZ UND KOMITEES	WEITERE TREFFEN
JULI		
Sommerkurse an europäischen Universitäten Juli – September	1. Komitee für Bildungswesen, Brüssel, 3. und 4. Juli (vorm.)	
SEPTEMBER		
Ministerkonferenz für Bildungswesen <i>zur Planung der Mobilität</i> Paris, 30. September	2. Komitee für Bildungswesen, Brüssel, 14. (vorm.) und 15. Sept.	
OCTOBER		
Seminar: <i>Erlernen der europäischen Geschichte</i> Blois und Chambord, 13. und 14. Oktober	3. Komitee für Bildungswesen, Brüssel, 4. (vorm.) und 5. Okt.	Arbeitsgruppe zur Durchführung der Richtlinien der Sorbonne und der Univ. Bologna Paris, 9 Oktober
Konferenz der Ministerialräte <i>für Hochschulwesen</i> Paris, 26. und 27. Oktober	4. Komitee für Bildungswesen, Brüssel, 18. (vorm.) und 19. Okt.	Treffen der Direktoren der SOCRATES-Vertretungen Bordeaux, 12. und 13. Oktober
Studentenabkommen Paris, Cité universitaire 27. bis 29 Oktober		
NOVEMBER		
Konferenz der Minister für <i>Hochschulwesen der EU, Lateinamerikas und der Karibik</i> Paris, 2. und 3. November	Konferenz der Minister für Bildungswesen Brüssel, 9. November	
Seminar: " e-Erziehung " 22. November im Rahmen des "Salon de l'éducation", Paris, 22. bis 26. November		
DEZEMBER		
Europäischen Rat der Staats- und Regierungschefs: <i>Planung der Mobilität</i> Nizza, 7. und 8. Dezember	5. Komitee für Bildungswesen, Aix-en-Provence, 4. und 5. Dezember	Kontaktgruppe zur Durchführung der Richtlinien der Sorbonne und der Univ. Bologna Paris, 4. und 5. Dezember
		Seminar zur lebenslangen Weiterbildung Staatssekretariat zur Berufsbildung Bayonne, 4.- 5. Dezember

Mobilität Projekt eines Aktionsplans für die Mobilität

Zur Erinnerung

● **Eine Empfehlung** dient dazu, die Orientierungen der Zusammenarbeit auf einem bestimmten Gebiet zu definieren. Sie ist Ausdruck einer Übereinstimmung zwischen den drei Institutionen (Rat, Parlament, Kommission), hat jedoch keine rechtlichen oder finanziellen Folgen. Das entspricht dem Vertrag von Amsterdam, der die Zuständigkeiten der Europäischen Union auf dem Gebiet der allgemeinen und beruflichen Bildung streng begrenzt. Die Empfehlung ist eher eine Aufforderung an die Mitgliedstaaten, gewisse Verhaltensweisen anzunehmen oder Leitlinien zu befolgen.

● **Der Bildungsausschuss** ist wie die Gruppe für soziale Angelegenheiten eine Arbeitsgruppe, die vom COREPER (Ausschuss der ständigen Vertreter; d.h. der Botschafter bei der Europäischen Union) damit beauftragt ist, die Arbeiten des Rats vorzubereiten.

Jede der fünfzehn Staaten Delegationen besteht aus mindestens zwei Mitgliedern einem Vertreter des oder der betroffenen Minister sowie eines Mitglieds der ständigen Vertretung. Das Land, das die Präsidentschaft der Union ausübt hat auch den Vorsitz des Ausschusses inne. Diesem Vorsitzenden, dem derzeitigen Delegierten für internationale Beziehungen und Zusammenarbeit des staatlichen Bildungsministers, stehen für die Versammlungen oder die Lösung von Rechts- bzw. Verfahrensproblemen Beamte des Generalsekretariats des Rats zur Seite.

Die Kommission nimmt außerdem an den Debatten des Ausschusses teil. Sie informiert den Ausschuss über ihre Initiativen und berichtet ihm über die Durchführung der Aktionen zur Zusammenarbeit.

Im ganzen besteht der Ausschuss aus ungefähr fünfzig Personen, die etwa einmal pro Monat zusammenkommen, manchmal auch öfter, je nach Bedeutung und Dringlichkeit der untersuchten Fragen.

Die Mobilität ist
eine der Prioritäten
beim Aufbau Europas:

- sie trägt für jede mobile Person dazu bei, ein Zugehörigkeitsgefühl zu Europa zu empfinden, ein europäisches Bewusstsein zu entwickeln und die Arbeit an der europäischen Staatsbürgerschafts voranzubringen;
- indem sie die Qualität der Ausbildung verbessert, erlaubt sie den jungen Menschen, jene Fähigkeiten zu entfalten, durch die sie einen Arbeitsplatz finden können, und ermöglicht es den Ausbildern und den Forschern, ihre Erfahrungen zu bereichern und ihre Kompetenzen zu verstärken;
- sie nimmt an der Schaffung eines europäischen Raums der allgemeinen und beruflichen Bildung teil und trägt so zur Macht Europas in einer globalisierten Wirtschaft bei, bei der Intelligenz und Kreativität die wichtigsten Ressourcen sind.

Diese Priorität wurde beim außerordentlichen Europäischen Rat von Lissabon verkündet, dessen Schlussfolgerungen den Rat der Kommission auffordern, «bis zum Ende des Jahres 2000 Mittel» zu definieren, durch die *«die Mobilität der Studenten, Lehrkräfte, Ausbilder und Forscher dank einer optimalen Nutzung der bestehenden Programme (Leonardo, Socrates, Jeunesse), der Beseitigung von Hindernissen sowie einer verstärkten Transparenz in Hinblick auf die Anerkennung der Qualifikationen, der Studienzeiten und der Ausbildung»* gefördert wird. (Paragraph Nr. 26).

In dieser Hinsicht haben die Mitgliedstaaten und die Kommission bereits damit begonnen, die Hindernisse für die Mobilität der Studenten, der jungen Auszubildenden, der Lehrkräfte und der Ausbilder zu identifizieren und zu beseitigen, was zu Jahresende dazu führen wird, dass eine **Empfehlung** für diesen Bereich vom Europäischen Parlament und vom Rat angenommen wird. Dies stellt eine wichtige Etappe in dem vom **Bildungsausschuss** vorbereiteten Entwicklungsprozess dar.



© Pascale L. R.

Allen Mitgliedstaaten muss mit Hilfe der Kommission ohne Aufschub ermöglicht werden, diese Empfehlung durchzuführen, sich die Mittel und Wege zu verschaffen, Hindernisse zu überwinden und die Mobilität erheblich zu entwickeln.

Daher schlägt die französische Präsidentschaft den Mitgliedstaaten in vollem Einverständnis mit der Kommission vor, gemeinsam einen «Aktionsplan» auszuarbeiten und anzunehmen. Dieser Aktionsplan soll ihre feste Entschlossenheit beweisen, die Mobilität zu fördern, um einen europäischen Raum der Kenntnis und des Wissens aufzubauen.

Damit der Aktionsplan erfolgreich ist, soll er eine echte «Fundgrube» sein, die allen zur Verfügung steht. Er wird die gemeinsamen Ziele nennen sowie konkrete Ratschläge geben und einen Durchführungskalender über mehrere Jahre hinweg beilegen. Er gruppiert sich rund um vier Forderungen:

- die Mobilität durch eine bessere Vorbereitung zu fördern
- die Finanzierung der Mobilität zu fördern
- die Mobilitätsmöglichkeiten zu vervielfältigen und zu verbessern die Mobilitätsperioden aufzuwerten

Dieser Plan wird von den Bildungsministern bei ihrer Arbeitsversammlung am 30. September in Paris erarbeitet werden. Nach Abschluss des **Rats der Europäischen Union** (im vorliegenden Fall handelt es sich um den Rat der Bildungsminister) vom 9. November wird er dem **Europäischen Rat der Staats und Regierungschefs** vorgeschlagen, der in Nizza am 7. und 8. Dezember zusammentritt.

● **Der Rat der Europäischen Union** besteht aus den Ministern der Mitgliedstaaten, die dazu befugt sind, für ihre Regierung Verpflichtungen zu übernehmen. Die Mitglieder des Rats sind also politisch ihrem nationalen Parlament und der öffentlichen Meinung gegenüber verantwortlich. Jeder Mitgliedstaat übernimmt abwechselnd gemäß einer vorher festgesetzten Reihenfolge für sechs Monate die Präsidentschaft und organisiert in dieser Funktion die Versammlungen, erarbeitet Kompromisse und wacht über die Kohärenz und die Kontinuität des Beschlussverfahrens.

In der Praxis treten die Minister entsprechend ihrer Kompetenz auf einem bestimmten Sektor zusammen. Sie arbeiten allgemeine Orientierungen aus und treffen Entscheidungen über Kooperationsprogramme (so kommen zum Beispiel im Bildungsrat die Minister zusammen, die mit der allgemeinen Bildung sowie dem Hochschul und dem beruflichen Bildungswesen betraut sind).

● **Der Europäische Rat der Staats und Regierungschefs** wurde im Jahre 1974 gegründet und durch die Einheitliche Europäische Akte 1986 institutionell verankert. Er tritt zweimal jährlich (im Juni und Dezember) zu europäischen Gipfeltreffen auf Einladung des Landes zusammen, das seine sechsmonatige Präsidentschaft beendet. Jedesmal, wenn dies notwendig erscheint, kann ein außerordentlicher Rat organisiert werden.

Den Staats- und Regierungschefs stehen die Außenminister sowie ein Mitglied der Europäischen Kommission zur Seite. Außerdem sind der Generalsekretär des Europäischen Rats und der Generalsekretär der Europäischen Union anwesend.

Die Staats- und Regierungschefs definieren gemeinsam die Prioritäten und den Kalender für den europäischen Aufbau: Orientierung und Impulse, Absprache und Einigung, politische Beschlüsse. Die Beschlüsse werden am Ende der lang vor den Gipfeln begonnenen Verhandlungen zwischen den Mitgliedstaaten konsensual gefasst. Nach jeder Versammlung veröffentlicht die Präsidentschaft die Ergebnisse des Europäischen Gipfels. ■

Die ersten europäischen Sommeruniversitäten in Frankreich

► JULI-SEPTEMBER 2000

Die europäischen Sommeruniversitäten haben ihren Ursprung in einem Programm, das vom Bildungsminister im Monat Mai 2000 mit dem Ziel gestartet wurde, die Initiativen für verschiedene Arten von Sommerschulen, die fast überall in Europa ergriffen werden, zu entwickeln und zu systematisieren.

Die Sitzungen des Jahres 2000 finden in Frankreich zwischen Juli und September statt.

Bei diesen Sommeruniversitäten versammeln sich Studenten, die in ihrem Grundstudium oder ihrer Weiterbildung bereits fortgeschritten sind, sowie Lehrkräfte bzw. Forscher aus verschiedenen europäischen Ländern. An zwölf auf das französische Staatsgebiet aufgeteilten Orten wird ihnen ein angenehmer Rahmen für universitäre Arbeiten geboten. Außerdem kombinieren sie Bildungsaktivitäten, kulturelle Veranstaltungen und Aktivitäten zur Entdeckung des Kulturerbes. Zahlreiche Unterrichts- und Forschungsbereiche sind dort vertreten: die Lebenswissenschaften, das Recht, die Literatur und die Humanwissenschaften, die Politologie, die Informations- und Kommunikationstechnologien,



die Geschichte, die Soziologie, die Anthropologie und die Psychologie.

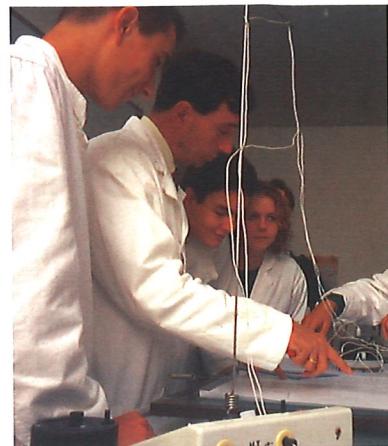
Da die europäischen Sommeruniversitäten flexiblere Formen der Mobilität anbieten, sind sie eine nützliche Ergänzung zu den zahlreichen Einrichtungen, die die Mobilität bereits fördern. Sie ersetzen diese Einrichtungen jedoch nicht, sondern bilden in zwangloserer, offenerer Weise einen günstigen Rahmen für Austausch und gegenseitige Bereicherung.



Europäische Sommeruniversität
Sommer 2000

Die Sommeruniversitäten des Jahres 2000 sind ein Versuch, der nach entsprechender Beurteilung in den kommenden Jahren erweitert werden soll. Doch haben sie bereits in diesem Jahr ein gewisses Ausmaß, da sie schon im Sommer 2000 mehr als 850 Studenten versammeln, von denen 53 % aus den verschiedenen europäischen Ländern kommen, sowie 165 Lehrkräfte einsetzen, von denen ein Drittel aus anderen europäischen Ländern kommt. An die hundert Universitäten und Hochschulen in verschiedenen Ländern der Europäischen Union oder in Ländern, die auf ihren Beitritt warten, haben an den Programmen, die von den französischen Einrichtungen im Rahmen dieser Initiative organisiert wurden, teilgenommen.

Nach den ersten zwölf Sitzungen wird ab dem Monat Oktober ein Beurteilungsverfahren eingeleitet, bei dem die Verantwortlichen der verschiedenen Sitzungen befragt werden. Dank dieser Beurteilung werden Weiterführungs- und Fortsetzungsweisen dieses Versuchs vorgeschlagen werden können. Wenn die so gesammelten Erfahrungen überzeugend sind, so können sie in die französischen Vorschläge für die Entwicklung der Studenten- und Lehrermobilität in Europa aufgenommen werden.



© Pascale L. R.

Organisatoren

- Bildungsministerium
Delegation für internationale Beziehungen und Kooperation
Direktion für Hochschulwesen
- Ausgewählte Universitäten

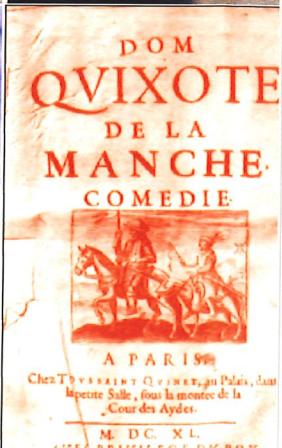
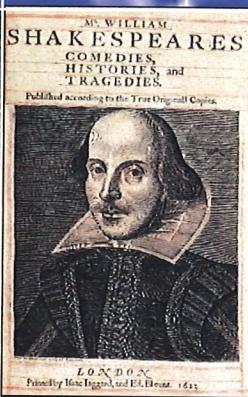
Kontakte

Elie Cohen

Tel.: 01 55 55 61 03

Europäische Sommeruniversitäten 2000

Universitäten bzw. Hochschulen	Thematik	Daten
Université de la Méditerranée-Aix-Marseille I-UMR 6578	Antropologie der alpinen Bevölkerungen	30. Juni bis 7. Juli 2000
Bordeaux – IEP	Die örtliche städtische Verwaltung: «eine neue Herausforderung für die örtliche Demokratie»	3. bis 7. Juli 2000
Bordeaux II Université Victor Segalen	" Ernährung und öffentliches Gesundheitswesen. "	17. bis 27. August 2000
Clermont II – Université B. Pascal	Experimentalpsychologie und Forschungsmethodologie	9. bis 22. Juli
Cluny – ENSAM	«Europa auf der Suche nach seiner Identität»	17. bis 21. Juli
Grenoble II – Université Pierre Mendès France	"Die Entstehung einer neuen europäischen Ordnung"	18. bis 29. September
Lyon III – Université Jean Moulin	Handelsrecht und Politikwissenschaften	7. bis 26. August
Montpellier – Pôle européen	"Von der Forschung zu den Anwendungen in der Biotechnologie"	2. Julihälften
Nancy – Université de Nancy I	NIKT und die Fachrichtung Holz	10. bis 21. Juli
Paris-Université Paris IV	" Das Europa der Aufklärung "	8. bis 13. Juli
Saint-Etienne – Université Jean Monnet	" Sozialarbeit und örtliche Entwicklung in Europa. "	3. bis 5. Juli
Strasbourg IEP	Entdeckung der europäischen Institutionen	27. Juni bis 7. Juli



Die Geschichte Europas lernen

Europäisches Fachseminar



© O.T. Loir-et-Cher

Schloss von Blois

SCHLOSS VON BLOIS

► 13.-14. OKTOBER 2000

Ahlässlich des «Rendez-vous mit der Geschichte», das die Stadt Blois jährlich organisiert, wird ein europäisches Seminar Historiker sowie verantwortliche Personen aus dem Bereich der Bildung rund um das Thema «Die Geschichte Europas lernen» versammeln. Dabei soll über die Mittel nachgedacht werden, durch die bei den jungen Europäern das Bewußtsein entwickelt wird, dass sie eine gemeinsame Geschichte haben, die man daher weitergeben, lehren und lernen muss.

Es wird hierbei darum gehen, zwar die nationalen Besonderheiten der Bildungssysteme zu berücksichtigen, doch gleichzeitig jene Punkte zu untersuchen, in denen sich die Bildungs-Verantwortlichen der Mitgliedstaaten einigen können, um das Zugehörigkeitsgefühl zu einer Kultur zu vertiefen, deren Verschiedenartigkeit den gemeinsamen Charakter nur bereichert: Forschungsmethoden, Bezugssysteme, Lerntypen.

Es wäre also zweckmäßig, ein Verzeichnis der bereits erreichten Übereinstimmungen anzulegen und die unbedingt notwendigen Etappen herauszuarbeiten, auf die sich die verschiedenen Lerntypen der Geschichte Europas in den Schulen der Mitgliedstaaten beziehen können, und zwar wie sie es wünschen und in ihrem Rhythmus, allerdings im Geiste der Gegenseitigkeit und der Einheit.

Der ins Auge gefasste Bereich ist der des Gymnasialunterrichts im Schulwesen der gegenwärtigen Mitgliedstaaten. Doch werden die Vorschläge von Staaten, die heute Kandidaten zum Beitritt in die Europäische Union sind, in die Reflexion mit einbezogen.

Die Hauptergebnisse dieses Treffens könnten von der französischen Präsidentschaft allen europäischen Bildungsministern, die am 9. November in Brüssel zusammenkommen werden.

Kontakte

Simonne Dumont

DRIC

Tel.: 01 55 55 66 16
68 32

e-mail:
simonne.dumont@education.gouv.fr

Die Geschichte Europas lernen

Europäisches Fachseminar

PROGRAMME

WISSENSCHAFTLICHER BERATER UND DISKUSSIONSLEITER

JEAN-PIERRE RIOUX

Generalinspektor des staatlichen Schulwesens

ERSTE SITZUNG

► Freitag, 13. Oktober: 9 Uhr - 13 Uhr

ERÖFFNUNG

Thierry SIMON

Beauftragter für internationale Beziehungen und Kooperation
Bildungsministerium

AUF DER SUCHE NACH EINER GESCHICHTE EUROPAS

Vergleichende Geschichte, integrierte Geschichte, «europäische» Geschichte oder einfach Geschichte Europas? Geschichte einzelner Gebilde oder Geschichte eines Beziehungssystems? Geschichte eines europäischen Raums oder einer europäischen «Berufung»? Geschichte der Völker oder Geschichte eines politischen und kulturellen Projekts, das Werte gefördert und bestritten hat? Und was soll bevorzugt werden: die Geschichte der Wissenschaften und der Technik, die Kulturgeschichte, die politische Geschichte, die soziale Geschichte, die demographische Geschichte, die religiöse Geschichte oder die Geschichte des europäischen Aufbaus?

Diese Sitzung konzentriert sich auf die Wissensproduktion und zieht eine Zwischenbilanz über die Fragen einer wissenschaftlichen Definition der Geschichte Europas und dem Zusammenhang zwischen der wissenschaftlichen Geschichte und der, die gelehrt wird. Im Hintergrund taucht dabei die wichtige Fragestellung auf, die der Leitfaden des Seminars sein sollte: kann man eine vergleichende Geschichte der historischen Repräsentationen Europas, eine gemeinsame Geschichte des Selben und des Anderen rigoros machen, unterrichten und somit auch lernen lassen, ohne zu mythologisieren oder zu enteignen?

Unter dem Vorsitz von **John HORNE**

Professor am Institut für moderne Geschichte
Trinity College. Universität Dublin

BEITRAG DES VORSITZENDEN

Der römische Weg einer Geschichte Europas

Rémi BRAGUE

Professor an der Universität Panthéon Sorbonne - Paris I

Geschichte Europas, Geschichte der Nationen

Guy HERMET, Staatliche Stiftung für Politikwissenschaften

*Die Geschichte Europas: eine Geschichte der Gegenwart,
eine Problemgeschichte*

Robert FRANK

Direktor des Instituts Pierre Renouvin

ZWEITE SITZUNG

► Freitag, 13. Oktober, 15 Uhr - 17 Uhr

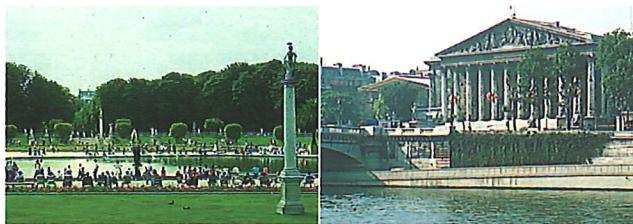
BILDUNG, ERZIEHUNG UND IDENTITÄT EUROPAS

Prominente europäische Politiker erklären ihre Überzeugungen und Aktionen, reagieren auf die Themen, die im Laufe des Seminars aufgeworfen werden, sprechen mit den Teilnehmern und diskutieren im besonderen über die Beziehungen zwischen Bildung, Geschichte und Identität Europas.

Gesprächsrunde unter der Leitung von **Anne-Line ROCCATI**
(*Le Monde de l'Education*).

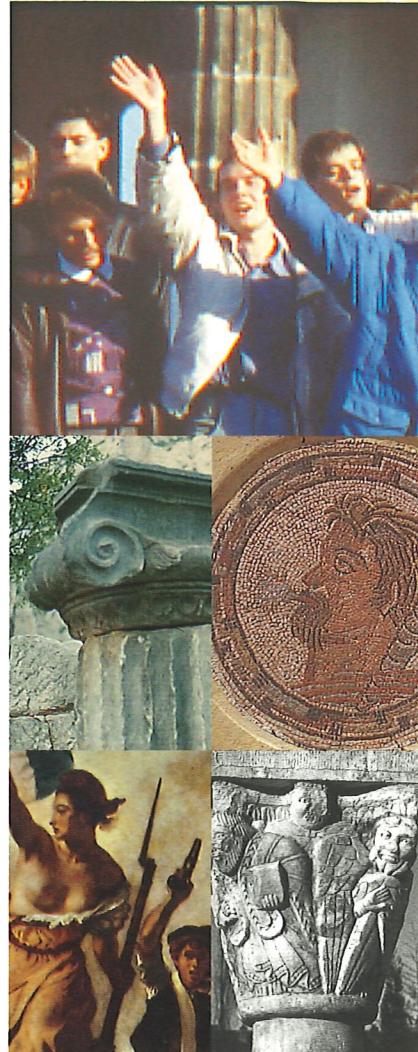
UNTER TEILNAHME VON:

Viviane REDING, europäische Kommissarin,
Manuel Maria CARRILHO, ehemaliger Erziehungsminister (Portugal)
Oskar LAFONTAINE, ehemaliger Wirtschaftsminister (Deutschland)
Jack LANG, Bildungsminister (Frankreich)
Jacques ATTALI, Schriftsteller, Präsident von Planète-Finance
(Frankreich)



Jardin à la française

Assemblée nationale (France)



© Sipa Image

Archives Le Soule © DR

Mur de Berlin, 1989
Colonne grecque
Mosaïque romaine
Delacroix, tableau
Art Moyen Âge

Die Geschichte Europas lernen

Europäisches Fachseminar

DRITTE SITZUNG

► Samstag, 14. Oktober, 9 Uhr - 12 Uhr 30

DIE GESCHICHTE EUROPA IM GESCHICHTSUNTERRICHT

Ziel dieser Sitzung ist es, die Reflexion über die pädagogischen Wege, die das Lernen der europäischen Geschichte fördern, voranzutreiben.

Dabei wird die Frage über den Sinn der Proportionen bei der Behandlung der Programme und der Führung der Klasse (nationale Geschichte, Geschichte Europas, Weltgeschichte) angeschnitten werden, aber auch die der Auswahl der Ereignisse sowie die chronologischen und thematischen bzw. didaktischen Entscheidungen (Bedeutung des Dokuments, Sinn der Erzählung, Rolle der Argumentation).

Andere Fragen, über die diskutiert werden soll: Kann der Anteil der Erinnerung (und zunächst der Orte der Erinnerung und der Museen) beim Lernen der Geschichte Europas der Leit- und Zusammenschlussidee dienen? Muss man für die Geschichte Europas einen besonderen Unterricht planen? Und welchen Platz soll man den gegenwärtigen internationalen zweisprachigen oder europäischen Unterrichtsgängen bei der Sprachförderung einräumen? Auch die Frage nach den Schulbüchern, seien sie nun «europäisch» oder über die «Geschichte Europas» wird gestellt werden.

Unter dem Vorsitz von **Luisa PASSERINI**
Professorin am Europäischen Institut von Florenz

BEITRÄGE:

Wie soll man die Geschichte Europas unterrichten?

Dominique BORNE

Generalinspektor des staatlichen Bildungswesens

Die Vorzüge der Bilateralität: das französisch-deutsche Beispiel

Etienne FRANCOIS

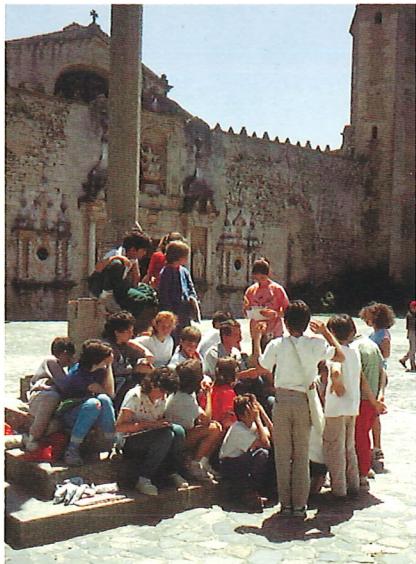
Technischen Universität Berlin

Die Rolle der historischen Museen

Elie BARNAVI

Direktor des Wissenschaftsausschusses des Europamuseums

© Pascale L. R.



VIERTE SITZUNG

► Samstag, 14. Oktober, 14 Uhr 30 - 18 Uhr

VON DER GESCHICHTE EUROPAS ZU EINER EUROPÄISCHEN STAATSBÜRGERSCHAFT

Die letzte Sitzung schneidet eine Frage an, die auf dem besten Wege ist, die Debatte und die Reflexion deutlich voranzutreiben: es handelt sich um die Frage nach den staatsbürgerlichen Ambitionen der Geschichte Europas im Unterricht.

Die Geschichte Europas ist unabkömmlig für die Ausbildung einer sowohl nationalen als auch europäischen staatsbürgerlichen Gesinnung. Sie möchte die Räume und Maßstäbe der Staatsbürgerschaft miteinander verbinden. Welche ihrer Möglichkeiten zur Heranbildung von Staatsbürgern müssen aktualisiert werden? Der Beitrag der neuen Technologien kann dabei erwähnt werden und die abschließende Frage nach einer europäischen Staatsbürgerschaft, der die Geschichte Gewicht verleiht, untermauern.

Unter dem Vorsitz von **Rudolf von THADDEN**
Koordinator für die französisch-deutsche Kooperation

BEITRÄGE:

Das Erlernen der Geschichte und die europäische Staatsbürgerschaft

Dominique SCHNAPPER

Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

Eine interdisziplinäre europäische Geschichte für Staatsbürger aus verschiedenen europäischen Ländern

Michel DUMOULIN

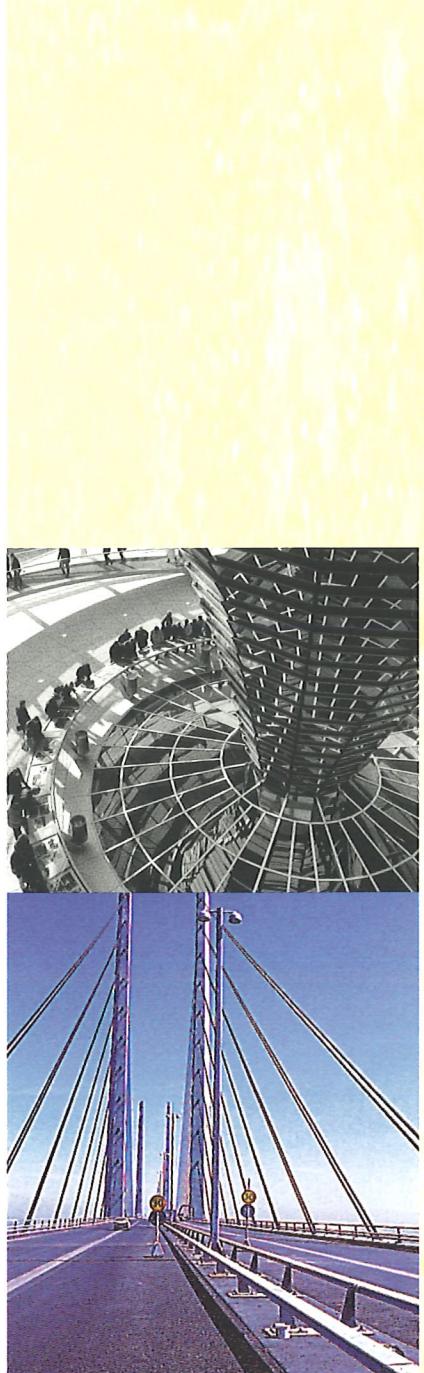
Präsident des Instituts für europäische Studien in Löwen

ABSCHLUSS DES SEMINARS

Jean-Pierre RIOUX



Der Krieg in den Augen der Kinder Sarajevos 1993



© Pascale L. R.

© Pascale L. R.

Coupe du Reichstag
(architecte Norman Foster)
Pont Oresund
Horse Guards



© DR

Der ESIB (The national unions of students in Europe)

Der ESIB ist der Dachverband, der die Studentengewerkschaften Europas zusammenschließt. Diese 1982 gegründete Struktur, die eine Antwort auf die wachsende wirtschaftliche Integration in Europa sein wollte, um die sozialen, kulturellen und pädagogischen Rechte der Studenten zu verteidigen, umschließt heute einundvierzig nationale Organisationen, die zweiunddreißig europäische Länder vertreten, d.h. fast zehn Millionen Studenten. Die UNEF-ID und die FAGE sind seine französischen Mitglieder.

Die Mitglieder des ESIB müssen strengen Kriterien der nationalen Repräsentativität, der demokratischen Funktionsweise und der Unabhängigkeit entsprechen.

Der ESIB ist das Kooperationszentrum zwischen Studentenorganisationen verschiedener Staaten: er arbeitet gemeinsame Positionen über alle Themen aus, die den Hochschul bzw. Universitätsunterricht in Europa betreffen.

Erste Tagung der europäischen Studenten

PARIS

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE

von 27. bis 29. Oktober 2000

Zur Politik des Hochschulwesens gehört von nun an eine europäische Dimension. Die Entwicklung der Programme für die Mobilität der Studenten wie *Erasmus*, *Socrates* und *Leonardo* sowie der Vereinheitlichungsprozess der Studiengänge, der durch die Konferenzen der Sorbonne und Bolognas ausgelöst wurde, zeigen, dass die Schaffung eines europäischen Raums auf diesem Gebiet eine wesentliche Zukunftsperspektive eröffnet.

Die europäischen Hochschulsysteme sind also mehr und mehr untereinander verbunden. Daher hat der ESIB («The national unions of students in Europe»), der Dachverband der Studentengewerkschaften von zweiunddreißig europäischen Ländern, den Wunsch ausgesprochen, sich voll und ganz über diese Entwicklungen ausdrücken zu können, die im Begriff sind, den sozialen Status der Studenten, die Bildungsstrukturen, ja selbst die Zielsetzungen der Bildung tiefgreifend zu verändern.

Der französischen Präsidentschaft der Europäischen Union schien es wichtig, die Überlegungen der Studenten und zukünftigen Lehrkräfte oder Forscher anzuhören, da sie im hohen Grad von dieser Erweiterung der universitären Landschaft betroffen sind. Sie hat daher ihren Vorschlag akzeptiert, sich zum ersten Mal zu versammeln, um die auftretenden Probleme zu untersuchen, ihren Standpunkt zur Geltung zu bringen und die Europäische Union von den Ergebnissen ihrer Arbeiten in Kenntnis zu setzen.

1. Unabhängiger, demokratischer Studentenbund Frankreichs.
2. Dachverband der allgemeinen Studentenvereine.



Die erste Tagung der europäischen Studenten, zu der der ESIB nach den ihm eigenen, strengen Kriterien der Repräsentativität und der demokratischen Prinzipien dreihundert Delegierte von Studentenorganisationen aus mehr als dreißig europäischen Ländern einlädt, werden in der Cité Internationale universitaire stattfinden - dem Ort, den Paris seit vielen Jahren der Aufnahme ausländischer Studenten und Freunde widmet.

Im Laufe dieser Tagung planen die Studenten, ihre Vorschläge in einem Manifest gruppiert festzuhalten und dieses der französischen Präsidentschaft zu überreichen. Die Tagung könnte aber auch Gelegenheit bieten, über die Mittel nachzudenken, durch die die Teilnahme der Studenten auf europäischer Ebene fortgesetzt werden kann: so würde die Tagung zur Gründungsversammlung einer beratenden Instanz der repräsentativen Studentenorganisationen in Europa werden, die, von den Verantwortlichen der Union berücksichtigt, dem gemeinschaftlichen Aufbau neue Impulse geben könnte, indem sie - und durch sie die künftigen, entscheidenden Akteure eine Europas des Wissens und der Kenntnis - zu Beschlüssen beiträgt.

Premierminister Lionel Jospin sowie der nationale Bildungsminister wurden eingeladen, mit den Studentendelegationen zu diskutieren. Selbstverständlich werden sie dieser Einladung nachkommen.

Kontakte

• Rémi Bourdu

e-mail : esibchair@yahoo.com

Konferenz der zuständigen Minister für Hochschulwesen

Europa - Lateinamerika - Karibik

Zur Erinnerung

Auszug aus der Erklärung von Rio (europäisch-lateinamerikanisch-karibischer Gipfel, Juni 1999)

Artikel 41:

«In den Bereichen der Kultur, der Bildung, der Wissenschaft, der Technologie, des sozialen und Menschlichen: die Kooperation zwischen zwei Regionen auf dem Hochschulgebiet entschieden unterstützen, um Hilfeleistungen an Studenten und Forscher auf allen Ebenen zu verstärken und diese Vorteile auf den dritten Studienzyklus der Wissenschaften und Technologien, des Handels und der Wirtschaft, auf die Mobilität der Universitätsprofessoren und Studenten sowie auf den Anerkennungsprozess für Studienprogramme und Diplome zu erweitern. Wir verfügen bereits über eine bemerkenswerte Erfahrung in der Kooperation auf dem Hochschulsektor, besonders durch die «America Latina Formacion Academica» (ALFA). Die beiden Regionen haben zahlreiche Stipendien an Studenten und Forscher aller Niveaus verliehen. Diese Projekte können in Zukunft fortgesetzt werden.»

INTERNATIONALES KONFERENZZENTRUM

► PARIS, DEN 2. UND 3. NOVEMBER 2000

Diese Konferenz, die in Zusammenarbeit mit dem Institut für hohe Studien Lateinamerikas (IHEAL) organisiert wird, ist die direkte Folge der Verpflichtungen im Bereich der wissenschaftlichen und universitären Kooperation, die im Juni 1999 in Rio de Janeiro beim europäisch-lateinamerikanisch-karibischen Gipfel eingegangen wurden. Die bei dieser Gelegenheit angenommenen Aktionsprioritäten haben hervorgehoben, wie wesentlich die Kultur, die Forschung und die Bildung für den Aufbau einer umfassenden Partnerschaft zwischen den beiden Kontinenten ist, und zwar vor allem in Hinsicht auf die Gewährleistung des Fortschritts und der sozialen Gleichheit unter Berücksichtigung der Verschiedenartigkeit besonders auf kulturellem Gebiet.

Die Arbeiten werden am 2. November mit einer Versammlung von Fachleuten aus den teilnehmenden Ländern beginnen, wodurch das für den nächsten Tag angesetzte Ministertreffen abschließend vorbereitet wird. Dabei werden die Hauptausrichtungen einer allgemeinen Strategie ausgearbeitet, die im Kontext der Globalisierung darauf ausgerichtet ist, die Chancengleichheit der Studenten in Hinblick auf den Zugang zum Wissen sowie ihre Mobilität zu verbessern und eine höchst angemessene Berufsausbildung zu gewährleisten.

Die Hauptziele der Konferenz bestehen darin, die Kooperation zwischen Europa, Lateinamerika und der Karibik zu fördern und zu verstärken; den Hochschulunterricht und die Berufswelt besser aufeinander abzustimmen; die neuen Technologien und die neuen Möglichkeiten wie zum Beispiel den Fernunterricht besser zu nutzen; die akademischen Forschungsnetze zu entwickeln; und die gegenseitige Kenntnis der Gesellschaften und Institutionen zu verbessern.

Am Ende der Arbeiten wird eine gemeinsame Erklärung unterzeichnet, durch die die getroffenen Beschlüsse bestätigt werden und in der die für ihre Verwirklichung nötigen Strukturen vorgesehen sind.



Bibliothèque de l'Université (Mexico)

DIE ZWEI SITZUNGEN DES ERSTEN TAGES SIND AUF ARBEITSGRUPPEN RUND UM FOLGENDER THEMEN AUFGETEILT:

I - WISSENSAUSTAUSCH

Die akademischen Bildungs- und Forschungsnetze
Art und Auswirkungen des technologischen Transfers

II - GEGENSEITIGE STUDIEN

Übereinstimmung der Diplome
Beurteilung und Entwicklung der Stipendienprogramme
Neue Thematiken für gemeinsame Forschungen
(Informationsgesellschaft, Wettbewerbswachstum und Umwelt,
dauerhafte Entwicklung und Verstädterung, kulturelles Erbe,
regionale Integration)

III - ERFAHRUNGS-AUSTAUSCH

Verbindungen zwischen Berufs-, Hochschul- und
wissenschaftlicher Welt
Fernunterricht und Einsatz der Informations- und
Kommunikationstechnologien im Unterricht

IV - GEGENSEITIGE STUDIEN

Das Studium Europas in Lateinamerika
Das Studium Lateinamerikas in Europa

Zur Erinnerung

IHEAL

Das Institut für hohe Studien Lateinamerikas (IHEAL) wurde im Jahre 1954 gegründet und hängt von der Académie de Paris ab. Es handelte sich ursprünglich darum, die Bedeutung und die Ergiebigkeit der interdisziplinären Methode ausgehend von einer Arbeit über eine kulturelle Zone zu zeigen: die erste Gruppe der behandelten Fachrichtungen (Geographie, Anthropologie und Geschichte) hat sich nach und nach auf die Soziologie, die Wirtschaft, die Politik und die Rechtswissenschaften ausgedehnt.

Das IHEAL erfüllt eine bedeutende akademische Funktion dank der Forschungen, der Kurse und der Dokumentarfonds, die sich dort entwickelt haben. Es soll als Stützpunkt für die akademische Kooperation zwischen Europa und Lateinamerika dienen. Daher wurde dieses Institut vom französischen Bildungsminister gewählt, um die Konferenz der für das Hochschulwesen der beiden Regionen zuständigen Minister zu organisieren. ■

Teilnehmer

Rat der Europäischen Union,
Europäische Kommission,
Antigua und Barbuda,
Argentinien, Bahamas;
Barbados, Belgien, Belize,
Bolivien, Brasilien, Chile,
Costa Rica, Dänemark,
Deutschland, Dominica,
Dominikanische Republik,
Ecuador, Finnland, Frankreich,
Grenada, Griechenland,
Großbritannien, Guatemala,

Guayana, Haiti, Honduras,
Irland, Italien, Jamaika,
Kolumbien, Kuba, Luxemburg,
Mexiko, Niederlande,
Nikaragua, Österreich,
Panama, Paraguay, Peru,
Portugal, Salvador, Saint
Christophe und Nieves, Santa
Lucia, San Vincent und die
Grenadinen, Schweden,
Surinam, Spanien, Trinidad
und Tobago, Uruguay,
Venezuela.

Zur Erinnerung

Das e-Europe Programm

Auf dem **Europäischen Rat von Lissabon** am 23. und 24. März 2000 haben die Staats- und Regierungschefs festgestellt, dass die «*Europäische Union mit einem Quantensprung konfrontiert (ist), der aus der Globalisierung und den Herausforderungen einer neuen wissensbestimmen Wirtschaft resultiert*», und der Union ein **wichtiges strategisches Ziel gesetzt**: «*die Union zum wettbewerbsfähigsten und dynamischsten wissensbasierten Wirtschaftsraum der Welt zu machen - einem Wirtschaftsraum, der fähig ist, ein dauerhaftes Wirtschaftswachstum mit mehr und besseren Arbeitsplätzen und einem größeren sozialen Zusammenhalt zu erzielen*».

Das erste und dringendste dieser Ziele besteht darin, so rasch wie möglich die von der neuen Wirtschaft gebotenen Zweckmäßigkeitkeiten zu nutzen, darunter im besonderen das Internet. Zu diesem Zweck haben die Staats- und Regierungschefs den Rat und die Kommission ersucht, «... einen umfassenden e-Europe-Aktionsplan zu erstellen (...) hierbei sollte eine offene Koordinierungsmethode herangezogen werden, die von einem Vergleich nationaler Initiativen im Rahmen eines Benchmarking-Prozesses in Verbindung mit der jüngsten eEurope-Initiative der Kommission sowie der Kommissionsmitteilung „Strategien für Beschäftigung in der Informationsgesellschaft“ ausgeht».

Der umfassende eEurope-Aktionsplan, der in diesem Sinn entwickelt wurde, verbindet eine Reihe **strategischer Aktionsfelder** und definiert für jedes einzelne die Herausforderungen und die Lösungsvorschläge. Zwei dieser Aktionsbereiche, «*Europäische Jugend in die digitale Ära*» und «*Schnelleres Internet für Forscher und Studenten*» betreffen im besonderen die Bildung; drei andere sind eng mit beruflicher Bildung und lebensbegleitendem Lernen verbunden.

Das **Innovationspotential** der neuen Technologien in den Dienst der Anforderungen und der Qualität des lebenslangen Lernens und der Entwicklung der pädagogischen Praxis zu stellen, bedeutet eine große Herausforderung. Es kann ein neues Lernumfeld geschaffen werden, das Selbständigkeit, Flexibilität, Öffnung der Lernfächer und die Verknüpfung der Zentren der Kultur und des Wissens begünstigt sowie den Zugang sämtlicher Bürger zu den Ressourcen der Wissensgesellschaft erleichtert. Für Europa selbst handelt es sich um eine **historische Chance**: die europäischen Bürger können das gegenseitige Verständnis ihrer Kulturen und Sprachen und ihres nationalen Erbes sowie ihrer schöpferischen Werke entwickeln, neue Formen der Zusammenarbeit in Bildung und Kultur einleiten und somit dem gemeinsamen Kultur- und Bildungsraum mehr Dichte verleihen.

Die e-Education Bildungsgespräche e-Education

BILDUNGSMESSE

► PARIS, 22. NOVEMBER 2000

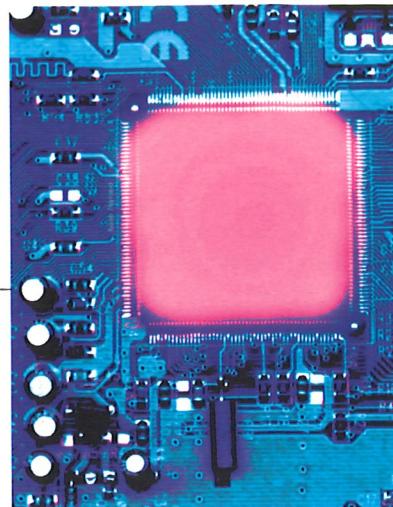
Die Verbreitung der Informations- und Kommunikationstechnologien in Schulen und Universitäten bedeutet eine Herausforderung aber auch eine Chance für die Bildung und einen Ansporn für die Forschung.

Von einer Herausforderung kann insofern die Rede sein, als sich Schule und Universitäten dazu gezwungen sehen, ihre traditionellen Aufgaben zwar beizubehalten, sie aber an die Erfordernisse der sich ankündigenden Informationsgesellschaft anzupassen; es handelt sich aber auch um eine Chance, da die Technologien schon heute der Bildung Mittel zur Verfügung stellen, sich von den zeitlichen und räumlichen Grenzen zu befreien, und Lehrmittel und Methoden für eine wirksamere Pädagogik zu erfinden, die den Jugendlichen von heute mehr zusagt.

Von einem Ansporn kann man sprechen, da sich sowohl auf den technologischen Sektoren als auch in den Humanwissenschaften neue Forschungswege eröffnet haben, um Mittel für das Wissen von morgen zu erfinden. Eine Priorität der öffentlichen Aktion, die sich in die europäische eingliedert, besteht darin, allen eine Zugangsmöglichkeit zu diesen neuen Medien zu verschaffen.

So haben die Mitgliedstaaten der Europäischen Union beschlossen zusammenzuarbeiten, um ihre Politiken im Bereich der Bildungstechnologien aufeinander abzustimmen, ihre Erfahrungen auszutauschen, neue Kommunikationsmittel auszunutzen und dadurch den interkulturellen Austausch zwischen Schülern, Lehrkräften und Forschern zu fördern. Die Initiative **e-Learning** beweist die Entschlossenheit der Europäischen Kommission, dieses gemeinsame ehrgeizige Projekt zu unterstützen und ihm die entsprechende Tragweite zu verleihen.

Das Kolloquium und die Ausstellung **e-Education**, die von den Ministerien für Unterricht und Forschung im Rahmen der französischen Präsidentschaft der Europäischen Union gemeinsam organisiert werden, bieten die Möglichkeit, dem Publikum die bedeutendsten Erfahrungen auf diesem Gebiet aus allen Ländern der Union vorzustellen und Persönlichkeiten aus verschiedensten Disziplinen und kulturellen Horizonten zu Wort kommen zu lassen.



Archives Le Sault

Mutterplatine eines Computers (Ansicht eines Künstlers)

Organisatoren

- Bildungsministerium
- Forschungsministerium

Kontakte

Gilles Braun

Chantal Manès

Telefax: 01 55 55 88 67

e-mail:

chantal.manes@education.
gouv.fr

Die e-Education Bildungsgespräche e-Education

Die initiative e-Learning

Die Initiative e-Learning wurde in diesem Kontext erarbeitet. eLearning zielt nicht darauf ab, neue oder parallele Prozesse zu schaffen, noch verdoppelt es andere Initiativen. **e-Learning verbindet** die verschiedenen Bildungskomponenten der eEurope Aktionen, der im **Prozess von Luxemburg** definierten Leitlinien und anderer Gemeinschaftsaktionen z.B. im Bereich der Forschung, um eine umfassende **Kohärenz** und **Effizienz** bei der Kommunikation in Hinblick auf die **Welt der Bildung** zu gewährleisten. Schließlich wird eLearning einen wichtigen Beitrag zu der vom Europäischen Rat geforderten allgemeinen Reflexion über eine wirksame Integration der neuen Informationstechniken in die allgemeine und berufliche Bildung leisten.

Die Verwirklichung des neuen strategischen Ziels, das der Union auf dem Europäischen Rat von Lissabon gesetzt worden ist, «*Wettbewerbsfähigkeit und sozialen Zusammenhalt miteinander zu verbinden*», erfordert also die Verfolgung einer **globalen Strategie**, bei der den **Bildungs- und Kulturträgern** eine wichtige Rolle zukommt, insbesondere in der Europäischen Sozialagenda, die vom Europäischen Rat in Nizza im Dezember 2000 angenommen werden soll. Es handelt sich dabei darum, den Zugang zu den Informations- und Kommunikationstechnologien allen Menschen in der Ausbildung zu gewährleisten. Außerdem geht es darum, in den Umgang mit diesen Technologien einzuweisen, im besonderen «um zu lernen», außerdem soll sichergestellt werden, dass hochwertige europäische Multimediadienste und Produkte zur Verfügung stehen, und schließlich geht es darum, alle Akteure dazu zu bringen, sich für die Verwirklichung dieser Ziele einzusetzen.

PROGRAMM

 Paris, 22 November 2000

EINLEITUNGSKONFERENZ

Michel SERRES
der l'Académie Française

ERSTE GESPRÄCHSRUNDE

unter der Leitung von **Patricia CHARNELET**, Journalistin

TECHNOLOGISCHE ENTWICKLUNGEN UND REVOLUTION DER GEBRÄUCHE - WELCHE VORTEILE FÜR DIE BILDUNG?

Durch den Eintritt unserer Länder in die Informations- und Wissensgesellschaft wird es notwendig, dass all denen, die sich bilden, der Zutritt zu den Informations- und Kommunikationstechnologien gewährleistet ist. Dazu sind politischer Wille und finanzielle Bemühungen unabkömmlig, doch nicht genug. Die Einführung neuer Geräte erfordert und impliziert neue, aktiver pädagogische Methoden, die die Zusammenarbeit verstärkt fördern und weltoffener sind. Soll die Schule in unmittelbarer Zukunft auf ihre eigenen Innovationsfähigkeiten zählen oder im Gegenteil auf äußere Hilfeleistungen vonseiten der technologischen Entwicklung und wissenschaftlichen Forschung? Inwieweit kann die Bildungsbeziehung durch technologische Zusammenbrüche beeinträchtigt werden?

BEITRÄGE VON:

Antonio DIAS DE FIGUEREIDO, Professor für Informatik an der Universität Coimbra, Präsident von Prometheus, einer Einrichtung, die der Förderung des Zugangs zu den Multimedia für Schul- und berufliche Bildung in Portugal dient.

Welche Erwartungen der Bildung kann der technologische Fortschritt erfüllen?

Diana LAURILLARD, Vizekanzlerin der Open University, Beauftragte für Bildungstechnologien, Großbritannien:

Eine neue Unterrichtskonzeption für Hochschulen im Zeitalter der Vernetzung

Dan SPERBER, Anthropologe, Forschungsdirektor am CNRS, Frankreich

Die Informationstechnologien als kognitive und soziale Technologien

Stelle VOSNIADOU, Direktorin des Instituts für kognitive Psychologie der Universität Athen, Griechenland.

Was bringt die Forschung im Bereich der Bildungstechnologien der Praxis?

BEITRAG VON

Roger-Gérard SCHWARTZENBERG
Forschungsminister



BEITRÄGE VON

Viviane REDING

europäische Kommissärin für Bildung und Kultur.

Jack LANG

Bildungsminister

ZWEITE GEPRÄCHSRUNDE:

unter der Leitung von **Patricia CHARNELET**, Journalistin

DIE ROLLE DES ÖFFENTLICHEN BILDUNGSDIENSTES IM CYBER-RAUM

In der Turbulenz der voraussehbaren Wandlungen befindet sich die Bildungsinstitution in einer instabilen Position. Die Einstellungen dazu sind innerhalb der Europäischen Union verschiedenartig: Verbundenheit mit der Institution, dem öffentlichen Dienst, Vertrauen auf die Kräfte des Markts oder auf andere individuelle Initiativen. Wird die technologische Annäherung die kulturellen Identitäten, die Bildungstraditionen sowie die Kontexte und die Geschichte jeder Region Europas berücksichtigen müssen und können? Welche Grenzen zeichnen sich zwischen dem öffentlichen und dem privaten Sektor in der virtuellen Bildlungswelt ab?

BEITRÄGE VON:

Monica RIDRUEJO, Abgeordnete im Europäischen Parlament, Spanien.
Was für eine europäische Politik im Bereich der e-Bildung?

Ylva JOHANSON, ehemalige Bildungsministerin, Vorstandsmitglied von @Veta, einer Einrichtung zur Multimedia-Entwicklung in der Schule, Schweden.

Der öffentliche Dienst und die Industrialisierung der Bildung

Roger CHARTIER, Historiker für Buch- und Schriftkultur, Studiendirektor an der Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Frankreich.

Die Schriftkultur in der Zeit der numerischen Wissenskommunikation.

Françoise PAROT, Dozent für Geschichte der Psychologie, Paris V, Frankreich

Die Einrichtung der Weitergabe des Wissens und die neuen Verbreitungstechnologien.

Reimund SCHEUERMANN, Vizegeneraldirektor, Bildungs- und Wissenschaftsministerium, Deutschland.

Regionale Politik, staatliche Politik: wie sollen die Verantwortungsbereiche aufgeteilt werden?

AUFGENOMMENE VORTRÄGE:

Jean-Louis GASSEÉ

Unternehmer, Präsident des Be, USA.

Videos: Die IKT in der Schule, Reportage des CNDP-Netzes

Vier Hauptaktionslinien

Die Initiative **e-Learning**, die von der Kommission zur Verwirklichung der Zielsetzungen des Europäischen Rats von Lissabon vorgeschlagen wurde, soll die Welt der allgemeinen und beruflichen Bildung sowie die wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Akteure mobilisieren, um es Europa zu ermöglichen, Rückstände aufzuholen und die Wissensgesellschaft beschleunigt herbeizuführen.

e-Learning wird die **Partnerschaft zwischen dem öffentlichen und dem privaten Sektor**, zwischen den Akteuren in den Bereichen Bildung, Ausbildung und Kultur sowie denen des Industriezweigs für Lerninhalte verstärken. Besondere Aufmerksamkeit wird im übrigen der Zusammenarbeit mit den wirtschaftlichen und sozialen Akteuren gelten, insbesondere den Sozialpartnern, was die Umsetzung der vier Aktionslinien betrifft.

Die Initiative eLearning beruht auf vier Hauptachsen:

Anstrengungen zur verstärkten Ausstattung

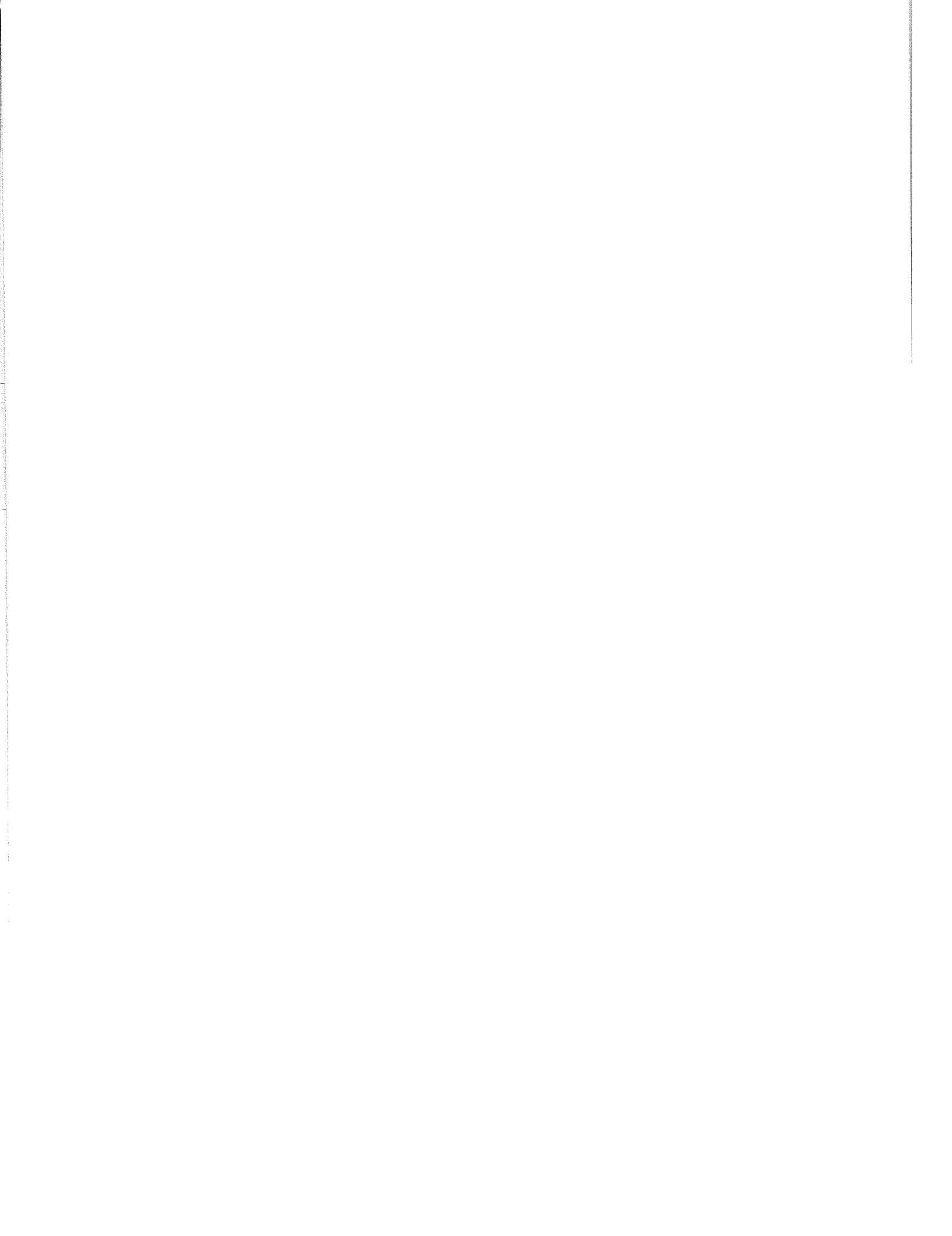
Bildungsbemühungen auf allen Ebenen
Entwicklung hochwertiger Dienstleistungen und multimedialer Lerninhalte

Ausbau von Zentren für den Erwerb von Kenntnissen und ihre Vernetzung

e-Learning wird gemäß dem vom Europäischen Rat von Lissabon empfohlenen Verfahren umgesetzt werden. Das bedeutet eine offene Koordinierungsmethode, die mit dem Subsidiaritätsprinzip übereinstimmt und es ermöglicht, die besten Verfahren zu verbreiten und bei den Zielsetzungen eine größere Übereinstimmung zu erreichen. Durch diese Vorgehensweise werden die Mitgliedstaaten, der Rat und die Kommission dazu verpflichtet, die in ihre Zuständigkeit fallenden Maßnahmen zu ergreifen, mit deren Hilfe es möglich sein muss, die festgelegten Ziele zu erreichen.

Die Initiative zielt nicht darauf ab, neue Prozesse zu schaffen, doch will man sich auf den bestehenden Luxemburg-Prozess stützen und dazu beitragen, ihn in den Bereichen allgemeine und berufliche Bildung zu bereichern und zu vertiefen.

Quelle: Dokument der Kommission der Europäischen Gemeinschaften KOM(2000) 318 endgültig.





Ministère de l'Éducation nationale
Mission de la Communication
110, rue de Grenelle
75357 – Paris 07 SP

Contacts :

**Délégation aux Relations internationales
et à la Coopération**

Responsable du programme :
Jean-Yves de Longueau
4, rue Danton
75006 Paris
Tél. : (33) (01) 55 55 08 80
Fax : (33) (01) 55 55 08 82
e-mail : jean-yves.delongueau@education.gouv.fr

Site du Ministère de l'Éducation nationale :
www.education.gouv.fr

**Site de la Présidence française
de l'Union européenne :**
presidence-europe.fr



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

